

PROCHE-ORIENT

LE BLOCAGE DE LA NÉGOCIATION ISRAËLO-ÉGYPTIENNE

Le président Sadate serait disposé à assouplir sa position

Les négociations de paix israélo-égyptiennes, au point mort depuis une semaine, seront relancées, vendredi 1^{er} décembre, avec l'arrivée à Washington du premier ministre égyptien, M. Khalil, qui fera connaître au président Carter la réponse de son pays au projet de traité de paix avec Israël, accepté la semaine dernière par le gouvernement de Jérusalem. M. Khalil sera en effet reçu vendredi à la Maison Blanche après un déjeuner de travail avec le secrétaire d'État, M. Cyrus Vance.

Le président Carter devrait cependant avoir, dès mercredi, une idée assez précise des contre-propositions égyptiennes, le chef de la majorité démocrate au Sénat, M. Robert Byrd, devrait en effet avoir une entrevue, en Egypte, avec le président Sadate. Le porte-parole des négociations, M. George Sherman, a indiqué à ce propos que l'important sénateur Byrd avait été envoyé en ambassade par le chef de la Maison Blanche, avec lequel il a longuement conféré avant de quitter Washington.

Selon certaines sources égyptiennes, le président Sadate accepterait de faire montre de plus de souplesse pour régler la question épineuse du « lien » entre le traité de paix et le régime

du statut de la Cisjordanie et de Gaza, sur la base du compromis élaboré par les États-Unis. Ceux-ci ont proposé que des élections se déroulent dans ces deux territoires, un an au plus tard après la signature du traité.

Le chef de l'État égyptien, selon les mêmes sources, serait prêt à considérer ce calendrier simplement comme un objectif à atteindre et non plus comme un programme contraignant. Son application, quels qu'en soient les résultats, ne remettrait pas en cause la validité du traité de paix. M. Sadate suggérerait en outre que l'échéance du premier retrait des forces israéliennes du Sinaï, qui doit être complet, selon les accords de Camp David, neuf mois après la signature du traité, soit retardée de trois mois pour coïncider avec le déroulement des élections dans la bande de Gaza et, si possible, en Cisjordanie.

● A JÉRUSALEM, l'appui donné lundi par Le Caire à la résolution adoptée par la commission politique de l'Assemblée générale de l'ONU demandant un embargo d'armes contre Israël a été accueilli avec « considération et encouragement ». On affirme de sources proches du ministère des affaires étrangères que cet appui à une résolution dont l'ob-

jectif est la « destruction d'Ir-razi » est tout à fait opposé à « l'esprit comme à la lettre des accords de Camp David ».

Journée de solidarité avec le peuple palestinien

● AUX NATIONS UNIES, la commission politique spéciale des Nations unies a condamné mardi les « pratiques israéliennes » dans les territoires occupés en adoptant une série de trois résolutions dénonçant les mesures prises par les autorités d'occupation et « ayant pour effet de modifier le statut juridique, le caractère géographique ou la composition démographique des territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem ».

Le palais des Nations unies à New-York est exceptionnellement fermé au public ce mercredi, alors que l'Organisation internationale célèbre la « Journée de solidarité avec le peuple palestinien » fixée au 29 novembre par l'Assemblée générale des Nations unies.

● A PARIS, l'O.L.P. organisée à cette occasion, du 29 novembre au 1^{er} décembre, à l'UNESCO, une « exposition ethnographique et artistique » sur le peuple palestinien. — (A.F.P.)

LES PROCESSIONS TRADITIONNELLES DU « DEUIL CHITE » SONT INTERDITES

Téhéran (A.F.P.) — Le gouvernement iranien a décidé mardi 28 novembre d'interdire les processions de foule à l'occasion du Moharram, le deuil chite qui, chaque année, suscite une profonde ferveur religieuse en Iran. Dans un communiqué officiel, le gouvernement du général Ashari annonce cependant qu'il s'efforcera de faciliter des « réunions de deuil » en des endroits « adaptés », mais qu'il prendra des dispositions pour lutter contre les « émeutes ». Le Moharram doit avoir lieu cette année du 2 au 12 décembre.

D'autre part, dans un autre communiqué, le premier ministre annonce que les lois constitutionnelles qui vont à l'encontre des lois de l'Islam seront « corrigées ». Cette modification législative, ajoute le communiqué, sans plus de précision, sera effectuée après consultation des chefs religieux ou de leurs représentants.

Le général Azhari : « Mon gouvernement est légal »

Le général Azhari lui-même a accordé de son côté une interview à l'A.F.P., dans laquelle il a notamment affirmé :

« A 100 %, je suis sûr de la fidélité totale de l'armée envers le chef. J'ai choisi la voie qui définit la Constitution. Mon gouvernement est légal, choisi par Sa Majesté, approuvé par les deux Chambres. Tout gouvernement, en Iran, doit passer par ces étapes. La plupart des membres de mon cabinet sont des civils. Mon gouvernement ne ressemble donc pas aux autres gouvernements militaires, car lorsque ces derniers sont formés, ils dérogent, au contraire, aux lois et agissent même contre les lois. Moi, je dois soumettre mes projets au Parlement avant d'appliquer les lois que je propose ».

En ce qui concerne la situation du pays, le général a déclaré : « Tous les jours, le nombre des grèves et leur intensité diminuent. Un certain nombre d'entre elles ont même cessé. Un jour, il n'y en aura plus. Ainsi en est-il de la grève du Bazar, qui est terminée, de la grève des autobus, de la grève de l'industrie pétrolière ».

Iran

Le pouvoir judiciaire affirme son opposition au régime

De notre envoyé spécial

Téhéran. — « Nous sommes les seuls fonctionnaires de l'État à être en permanence victimes de ce même État. Le ministre de la justice lui-même approuve nos doléances et nos revendications, mais il est dans l'incapacité de les faire aboutir », nous ont déclaré des magistrats. Après les étudiants, les universitaires, les ouvriers, le Bazar et le personnel de plusieurs ministères, les juges de Téhéran ont décidé de se croiser les bras pour une période indéterminée. Leurs collègues de Songor, Gorgan, Hamadan, Behabad, Amol, Desoul, Sanandaj, Qom, Khorramshahr, les ont imités. D'autres villes doivent suivre le mouvement. Pour la première fois dans son histoire, le barreau de Téhéran a, au cours d'une réunion, adopté une proclamation déclarant « illégaux le régime et l'actuel gouvernement militaire » parce que non conformes à la Constitution.

Dans la ville sainte de Mehed, le commissaire de police a fait violer trois jeunes gens dans un camion sous les fenêtres de l'ayatollah Chirazi. Un des jeunes gens est mort, divers instruments tels que gourdis et bouteilles ayant été utilisés. Convoqué par le juge, le commissaire a refusé d'obtempérer en prétendant qu'il n'a pas à répondre à la justice ordinaire.

« Ce n'est pas le droit de faire grève, les magistrats justifient leur mouvement en expliquant que, dans la situation actuelle, ils sont dans l'incapacité d'exercer leurs fonctions. Ne craignent-ils pas une réaction des militaires ? » Nous sommes entourés de deux mille cinq cents juges en Iran. Quand tout le monde s'arrête de travailler, l'armée ne peut mettre tout le monde à la porte... », répondent nos interlocuteurs.

Les magistrats expriment leur émotion. « A despotisme, les juges, réunis en panels de justice, ont vu de leurs fenêtres les policiers attaquer le lycée et faire des victimes. C'était un tragique début. Ils ont ouvert une enquête et recueilli une centaine de témoignages. Le dossier a été terminé un jeudi. Le vendredi, jour jéré, le palais de justice a été incendié ».

« Adressez-vous à Khomeiny ! » Ils citent également le cas d'Amol où la population a arrêté une nuit des agents de la SAVAK qui avaient dans leur voiture un matériel incendiaire et explosif. Ils les ont remis le matin à la justice. Le soir même l'armée a encerclé le tribunal et enfermé les juges pendant cinq heures. Le lendemain, on a encerclé le palais de justice, les militaires ont tiré pour la disperser, puis ont fait évader les agents de la SAVAK.

Le juge principal de grande instance de Hamadan est venu lui-même raconter à Téhéran sa mésaventure. Il habite au quatrième étage du palais de justice. Le feu est mis au bâtiment. Il demande de l'aide au commissaire

PAUL BALTA.

DANS LE NUMÉRO SPECIAL DU 1^{er} DECEMBRE DE PRESSE NOUVELLE HEBDOMADAIRE LE SEUL MAGAZINE PROGRESSISTE JUIF

- La femme juive, vous connaissez ?
- Ouverture d'un grand débat-enquête sur les femmes juives face au courant féministe.
- Présentation : Janine GDALIA-ENQUÊTE : Judith STORA-SANDOR.
- Histoire des juifs de Belgique Par Jacques SYLVÈRE.
- Camp David et la paix au Proche-Orient
- Table ronde avec Jacques MADAULE, Dov PUDER, Jacques VARIN.
- Avec la communauté sépharade de Misser Par Jean LIBERMAN.

S'adresser à la F.N.R., 14, rue de Paradis, 75018 PARIS. Tél. : 78-51-73 et 74.

Votre **BAIGNOIRE** REMISE à neuf !

SAMOTEC vous permet de remettre à neuf, sur place, en un jour, en blanc ou en couleur, vos baignoires, douche, lavabo, bidet, w.c., etc. Application par spécialistes. Réamalgame froid.

— Réparation locale d'éclats d'émail.

— Peinture de baignoires rugueuses ou enterrées.

NOS AVANTAGES : travail effectué dans la journée, pas de démontage ni de gravats. GARANTIE 3 ANS. SUR SIMPLE APPEL. DEVIS GRATUIT (sans engagement). DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE.

SAMOTEC - 31, rue Fraideraux, 75014 PARIS - 322-71-45.

Avec CLEF-MONDE ARABE Parlez l'ARABE

Méthode audio-visuelle

CLEF : « Communication, Langues et Formation », Ass. 1901, 42, rue des Bourdonnais, 75001 PARIS - Tél. 261-78-30. Permanence lun.-vend. 14-18 h.

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

LOTO

production cultures maraîchères

BENIN

La Société Nationale pour le développement des Fruits et Légumes dont la vocation est la promotion des cultures maraîchères et fruitières, notamment pour l'exploitation de périmètres intégrés de production (pépinières, cultures maraîchères, vergers...) et la création de complexes agro-industriels, recherche un Assistant Technique Français, spécialiste en production de cultures maraîchères. Ce dernier assurera la responsabilité de l'ensemble de la chaîne (préparation des terres, semis, conduites des cultures, traitement phyto-sanitaire, récoltes...) d'un secteur maraîcher de 150 hectares environ et mettra en place un réseau d'irrigation à la rate. Ce poste basé au Nord de PARAKOU conviendrait à un cadre de formation agronomique ayant déjà une expérience d'au moins 3 ans des cultures maraîchères et si possible en zone tropicale. Ce poste pourrait évoluer ensuite vers une assistance technique auprès de la Direction Générale pour l'ensemble des productions maraîchères. Les conditions d'expatriation sont intéressantes pour un homme de valeur.

Si ces perspectives vous intéressent écrivez sous référence 10.77-M aux Conseils de Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin d'examiner les candidatures.

EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson

JERIL TOUR

joaillerie

12 avenue Victor Hugo
Paris 16^e étoile
500 86 71

FOURRURES

Manteaux - Vestes - Toques - Couvertures

2000 modèles

Grand choix de vêtements
cuits, pelisses, agneau double face

L'importance de nos achats de pelletteries et de notre fabrication nous permet de vous offrir

LES MEILLEURS PRIX ACTUELS...

Fourrures Jos

PARIS 8 - 42, rue de Miromesnil
Centre Commercial PARYL 2
Centre Commercial LA PART DIEU - LYON

SERVICE APRES VENTE CREDIT POSSIBLE

ECAILLES TRAK ET BIEN GLISSER.

profil de ces écailles optimisent la surface en contact avec la neige, ce qui améliore la glisse du ski après la poussée. **AVOUS LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ.**

مركز لمن الامهل

AFRIQUE

Algérie

L'équipe médicale rassemblée autour du président Boumediène n'a pu enrayer une nouvelle crise

De notre correspondant

Alger. — Le président Boumediène est entré à nouveau, mardi 28 novembre, dans un coma profond. L'amélioration intervenue vendredi aura donc été de courte durée. Les quelques quarante médecins qui se trouvent autour du chef de l'Etat ont été impuissants à enrayer la montée de la nouvelle crise, et les prochaines heures seront déterminantes. S'il parvient à franchir ce cap, le président pourra peut-être connaître une nouvelle période de rémission. Mais tout le monde ici, dans les milieux informés, sait désormais que le fin est proche.

C'est par les radios étrangères ou de bouche à oreille que les Algériens ont appris, mardi après-midi, la nouvelle aggravation de l'état du président. Chacun a donc attendu à 20 heures le bulletin de santé que les autorités ont pris l'habitude de diffuser toutes les quarante-huit heures à la radio et à la télévision. Leur attente a été déçue.

En revanche, les auditeurs ont pu entendre la lecture abrégée du long message adressé par le président Boumediène au général Namery, chef de l'Etat soudanais et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine. Ce texte demande le report de la réunion du comité ad hoc créé par l'OUA pour préparer le sommet de l'Organisation sur la question du Sahara occidental. Il réclame l'ouverture de « larges consultations » avec toutes les parties concernées, au terme desquelles une nouvelle date pourrait être fixée. Le comité regroupe les chefs d'Etat du Mali, du Nigeria, de la Côte-d'Ivoire, de la Guinée et du Soudan. Il doit tenir sa première séance de travail, jeudi 30 novembre, à Khartoum. Le Tzanie s'en était retiré, le 10 novembre dernier, après avoir annoncé qu'elle recommandait la République sahraïenne démocratique (le Monde du 14 novembre).

Dans son message, le chef de l'Etat algérien s'élève contre la récente initiative du secrétaire général de l'OUA visant à dessaisir les Nations unies du dossier saharien, alors que cette affaire, qui est à l'ordre du jour des travaux de la trente-troisième assemblée générale, doit être examinée par la commission de décolonisation. « Une telle démarche », affirme le président Boumediène, est non seulement contraire aux résolutions des Nations unies, mais aussi à l'esprit nouveau que nous ne cessons de favoriser afin de faire progresser à travers le dialogue et la coopération les efforts de tous vers une solution politique de la crise actuelle. »

Il conclut : « Au moment où l'Algérie se trouve, bien malgré elle, projetée sous les feux de l'actualité internationale tout entière, le moins que se puisse est de faire enregistrer nos plus expresses réserves sur les méthodes que l'on tente de suivre aujourd'hui. »

Ce texte est tout à fait conforme à la ligne, constamment suivie par l'Algérie comme par le Front Polisario. Tous deux considèrent, en effet, que le problème du Sahara occidental est une question classique de décolonisation et relève à ce titre de la compétence exclusive des Nations unies. On craint manifestement à Alger que le comité ad hoc n'entreprene la mission strictement technique que lui ont attribuée les récentes assises de Khartoum, et ne s'arroge un rôle d'arbitre.

L'envoi de ce message serait antérieur à la date à laquelle le président a sorbé dans l'inconscience et aurait été rendu public maintenant en raison de la proximité de la réunion du comité ad hoc.

Le plus grand secret continue d'entourer les délibérations du Conseil de la révolution ainsi que les multiples concertations en cours. Cels faits s'inscrivent dans le cadre d'un dialogue tendu contre la mort et les dirigeants gardent un silence qui devient pesant. Il n'est rompu que par les messages de sympathie et de soutien émanant d'organisations ou d'individus qui continuent d'affluer en grand nombre à la présidence.

DANIEL JUNQUA.

Le conflit entre Kampala et Dar-Es-Salaam

PLUSIEURS MILLIERS DE TANZANIENS AURAIENT ENVAHI LE TERRITOIRE OUGANDAIS

Plusieurs milliers de soldats tanzaniens ont envahi, mardi 28 novembre, de source diplomatique, le territoire ougandais.

Selon la radio ougandaise, le maréchal Idi Amin Dada a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que des milliers de soldats tanzaniens avaient progressé jusqu'à la ville de Kyotera, en commençant la route gendronnée menant à Kampala. A Masaka, à 20 kilomètres plus au nord, les habitants interrogés par téléphone ne signalaient rien d'anormal. Mais des rumeurs concernant un exode hors de la zone des combats circulent à Kampala même, on se signale aucune activité militaire anormale. La radio ougandaise n'a pour sa part fait état d'aucune réponse à l'occupation tanzanienne dont les objectifs restent encore obscurs. — (Reuter).

Le chef de l'Etat mauritanien, le colonel Ould Mohamed Saleck, s'est déclaré prêt à reprendre les armes si la souveraineté nationale est menacée et par qui que ce soit, dans un discours radiodiffusé, le 28 novembre, à l'occasion du dix-huitième anniversaire de la proclamation de l'indépendance de la Mauritanie. Le président Saleck a toutefois insisté, « malgré la lenteur qui peut être constatée, nous progressons vers l'instauration d'une paix durable (au Sahara occidental) ».

Le premier ministre tunisien, M. Nour, s'est rendu, mardi 27 novembre, à Washington, pour une visite officielle, à l'invitation du président Carter. M. Nour est accompagné d'une délégation comprenant notamment les ministres des Affaires étrangères, M. Mohamed Ftouri, de l'Agriculture, M. Hassan Belkhouja, et du plan, M. Mustapha Zaouani. — (A.F.P.)

Maroc

Une nouvelle centrale syndicale proche de l'U.S.F.P. vient d'être créée

De notre correspondant

Rabat. — Réunis en congrès constitutif à Casablanca, responsables et délégués de huit syndicats ont décidé de créer une nouvelle centrale : la Confédération démocratique du travail (C.D.T.). Dirigée par un collectif de treize membres, elle a pour secrétaire général un enseignant, M. Mohamed Amawi. Cas assales, tenues avec une importante participation des fonctionnaires, d'agents des secteurs public et semi-public et de salariés du secteur privé, ont affirmé le caractère progressiste de la centrale.

Les promoteurs du mouvement entendent susciter un réveil de la classe ouvrière. Leur initiative consacre une rupture avec l'Union marocaine du travail (U.M.T.) créée dans la clandestinité en 1965, avant le retour d'exil de Mohamed V. Le monopole de fait exercé par l'U.M.T. pour représenter le monde du travail a été, par la suite, battu en brèche avec la création de l'Union générale des travailleurs marocains (U.G.T.M.), après la scission du parti de l'istiqal. L'U.G.T.M. resta proche de ce parti, tandis que l'U.M.T. appuya son projet massif à l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.) issue de la scission.

Et l'on excepte d'autres centrales syndicales d'importance secondaire (pluralisme syndical et pluralisme des partis sont de règle au Maroc), la seconde brèche sérieuse dans les rangs de l'U.M.T. vient d'être ouverte par la C.D.T.

Dans un appel à la classe ouvrière, le comité de coordination du C.D.T. a mis en cause l'appareil syndical bureau-

cratique corrompu, visant ainsi les dirigeants de l'U.M.T. Il leur reproche notamment une « collaboration répréhensible avec la réaction le patronat », et le non-respect des règles démocratiques en s'abstenant de réunir les congrès nationaux selon la périodicité imposée par les statuts.

Le nouveau mouvement trouve sa lointaine origine dans la constitution, en 1963, de la Fédération nationale des P.T.T., qui marqua une dissidence au sein de l'U.M.T. et dont l'animateur fut Omar Bengelloul (assassiné voici trois ans), actif militant de l'U.N.F.P., puis de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), née en 1972 d'une scission de l'U.N.F.P.

A la Fédération nationale des P.T.T. a succédé, dans le même esprit, le Syndicat national des postes et télécommunications, qui, avec l'important Syndicat national de l'enseignement, a été un des éléments moteurs du processus en cours. S'exprimant dans une publication périodique, *Démocratie ouvrière*, le mouvement a réuni de nouveaux syndicats comprenant des travailleurs du phosphate, du sucre et du thé, de la santé publique, des chemins de fer, de l'énergie, de l'U.S.F.P. Idéologiquement proche du courant d'opposition que constitue l'U.S.F.P., dénonçant l'« option libérale et capitaliste » du Maroc, la C.D.T. se propose de promouvoir une défense générale de la classe ouvrière sur le plan social et d'impératifs tels que la lutte des Palestiniens et l'intégrité territoriale du royaume, y compris le Sahara occidental.

LOUIS GRAVIER.

A TRAVERS LE MONDE

Mexique

QUARANTE ET UN PRISONNIERS ET EXILÉS POLITIQUES mexicains ont été libérés, mardi 28 novembre, annonce-t-on officiellement à Mexico. Vingt et un des bénéficiaires de cette mesure sont en prison, dix-sept se trouvent à l'étranger. En vertu de la loi d'amnistie politique, deux cent quarante-deux

prisonniers politiques ont déjà été libérés au Mexique. — (A.F.P.)

Portugal

QUATRE POLICIERS ont été blessés, dont deux grièvement, mardi soir, à Évora, dans l'Alentejo, par l'explosion d'une bombe, apprend-on ce mercredi 29 novembre à Lisbonne. L'engin, qui avait été déjoué par un immeuble de la garde nationale républicaine, a explosé au moment où des spécialistes procédaient à son désamorage. — (A.F.P.)

République fédérale d'Allemagne

PETER BOOCK, terroriste ouest-allemand récemment remis en liberté avec trois de ses compagnons par les autorités yougoslaves, avait effectivement participé à l'enlèvement de Hans-Martin Schleyer, a déclaré mardi 28 novembre à Bonn un porte-parole du ministère de l'Intérieur. L'Office criminel fédéral, a-t-il ajouté, fonde sa conviction sur l'étude d'une empreinte digitale de Peter Boock transmise par la police de Belgrade, et qui correspond à l'une de celles qui ont été trouvées sur la première lettre envoyée par les ravisseurs de H. Schleyer. Les autorités yougoslaves avaient cependant relâché les terroristes « faute de preuves ». — (A.F.P.)

Dernier délai avant les fêtes
Remises exceptionnelles sur quantités limitées



Bibliothèque 4 portes
Louis XIV Rusisque
Chêne massif patiné - chevillé
H. 226 - L. 232 - P. 51
Valeur 22.000 F
Prix Exceptionnel 18700 F

ZENNER
1865
50, R DE MONTREUIL, 75011 PARIS
TEL : 372.27.57

Jusqu'au 5 décembre
rabais avant-saison
équipements
et PNEUS
HIVER
TOUTS TYPES EN STOCK



PREMIER SPECIALISTE PARISIEN
24, rue de Picpus-Nelson 628.50.00
2, place Darcourt - Pont Mirabeau (19)
148, route de la Reine - Boulogne (82)
Place des 4 Chemins - La Varenne (84)

10^e SALON des ANTIQUAIRES
24 NOVEMBRE - 4 DECEMBRE 1978
pavillon spodex
PLACE DE LA BASTILLE
Ls. les jrs. 10 h à 20 h
mardi et vendredi 10 h à 23 h

Hélène Carrère d'Encausse. L'empire éclaté.



PRIX AUJOURD'HUI
Flammarion

Vue de l'extérieur... l'Union Soviétique apparaît une, indivisible et indivisée, monolithique... l'un des mérites essentiels du livre d'Hélène Carrère d'Encausse est de pulvériser ce cliché.

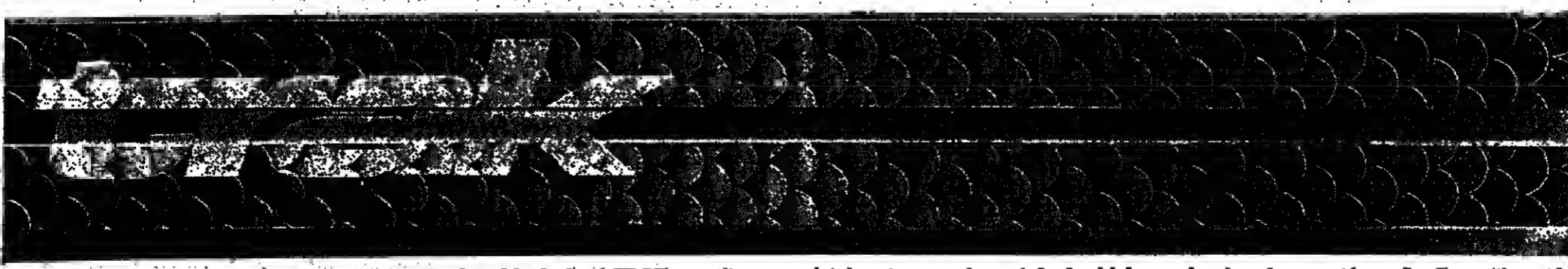
Jacques Amaric - Le Monde.
L'auteur, l'un des historiens les mieux informés, des observateurs les plus perspicaces du monde soviétique a réuni en un faisceau cohérent une multitude de faits et indices ; non Moscou n'a pos encore résolu le problème des nationalités.

Georges Bortoli - Le Figaro Magazine.
"Solide, objectif, dénué de toute passion".
Yves Florenne - Le Monde Diplomatique.
"Il était urgent d'écrire ce livre. Il est urgent de le lire".
Bernard Lecomte - La Croix.
"... Véritable radiographie de l'Union Soviétique à travers les chiffres officiels. Ce n'est pas un simple débat entre savants. Il s'agit d'un matériel hautement explosif".
François Schlosser - Le Nouvel Observateur.

320 pages. 48 F.
FLAMMARION

FOURRILLES
2000 grammes

SKIS DE FOND A POUR MIEUX ACCROCHER



Chacune des écailles imprimées sous la semelle des skis de fond TRAK constitue un point de retenue qui empêche le ski de reculer dans les montées. La disposition et le

ASIE

LA QUESTION DES RÉFUGIÉS INDOCHINOIS

La Malaisie estime que l'exode des Vietnamiens crée un problème international

Le ministre malaisien de l'éducation, M. Datuk Musa Hitam, de passage à Paris, a rencontré, mardi 28 novembre, des journalistes pour leur exposer le point de vue de son gouvernement sur la question des réfugiés vietnamiens en Malaisie, devenue d'actualité avec l'affaire du Hai-Hong.

Le ministre estime que l'attitude de la Malaisie, « en apparence humanitaire », était dictée en fait par la nécessité d'attirer l'attention de l'opinion internationale sur ce qui est devenu « un problème politique » à Kuala-Lumpur. L'arrivée de plus de 50 000 réfugiés, dont seulement 17 000 ont été ultérieurement pris en charge par d'autres pays, a créé une situation à laquelle ne peut plus faire face un pays de 12 millions d'habitants, a dit le ministre. Selon lui, cet afflux, qui ne fait que s'amplifier chaque

jour, est dû à la politique d'isolement de la Malaisie jusqu'à ces dernières semaines. Les réfugiés vietnamiens, sachant qu'ils y seraient mieux traités que dans d'autres pays de la région, ont choisi de plus en plus la Malaisie pour destination, a dit M. Datuk Musa Hitam.

En conclusion, le ministre, soulignant que la Malaisie n'avait jamais été impliquée dans le conflit d'Indochine, a lancé un appel aux pays occidentaux pour faire face au problème international créé par l'exode des Vietnamiens.

Un deuxième contingent de réfugiés du Hai-Hong est parti mardi pour le Canada. Un porte-parole de l'ambassade américaine à Kuala-Lumpur a indiqué que les Etats-Unis accueilleraient 2 300 réfugiés vietnamiens en Malaisie, dont certains passagers du Hai-Hong.

Une mise au point de M. Andrieu

Nous avons reçu de M. René Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, une mise au point en réponse à l'article de Claude Sarrante sur l'incident qui a opposé M. Andrieu à M. André Glucksmann au cours de l'émission « Question de temps » sur Antenne 2 (le Monde du 22 novembre). M. Andrieu écrit notamment :

« Là où Mme Sarrante passe les bornes, c'est quand elle écrit ironiquement, lorsque'elle évoque mon voyage au Vietnam : « Il en vient et on y est très bien. » C'est tenu de la situation tragique que connaît ce pays, un tel propos me paraît indécent. Rien dans ce que j'ai dit ou écrit ne lui donne une ombre de justification. Au contraire, j'ai toujours souligné les difficultés de toutes sortes — menaçantes.

dieste, innombrables séquelles de la guerre — dans lesquelles se débat actuellement le Vietnam. Voici par exemple ce que j'écrivais le 23 octobre dans un éditorial de l'Humanité : « Après trente années de guerres, de massacres, de tortures, d'emprisonnement, qui peut-il croire que la réalité est la miraculeuse simplicité de l'idylle ? C'est en milieu de terribles difficultés que le peuple pose ses plaies et s'efforce, après avoir gagné la guerre, de gagner la paix. »

Enfin, Mme Sarrante écrit, toujours en parlant de mon voyage au Vietnam et sur le même ton badin : « On avait eu l'occasion de se réjouir de l'arrivée de M. Andrieu au Vietnam, lui qui présidait que non, j'oppose à cette affirmation un démenti formel : jamais aucune chaîne de télévision ne m'a invité à témoigner sur mon voyage au Vietnam. Quant au qu'il s'agit d'un « réconfortant », je laisse au lecteur juge de sa délicatesse s'agissant d'un pays ravagé à l'heure actuelle par les inondations et qui sort d'une guerre au cours de laquelle les Américains, selon leurs propres calculs, ont largué sur lui 760 000 tonnes de bombes, soit plus de trois fois et demie le tonnage des bombes larguées sur tous les théâtres d'opérations de la seconde guerre mondiale.

Japon

LA COOPÉRATION MILITAIRE AVEC LES ETATS-UNIS VA ÊTRE RENFORCÉE

(De notre correspondant.)

Tokyo. — Le gouvernement japonais a approuvé, mardi 28 novembre, de nouveaux principes d'action militaire conjointe avec les Etats-Unis en cas d'attaque de l'archipel. Ces dispositions ne modifient en rien les bases du traité de sécurité nippo-américain mais visent à permettre des actions coordonnées pour l'élaboration des plans militaires et l'entraînement. Le Japon s'est d'autre part engagé à accroître sa « capacité de défense ». Les grandes lignes de ce projet ont été décidées par le comité conjoint pour la sécurité, le plus important organisme militaire bilatéral existant dans le cadre du traité de sécurité.

C'est la première fois depuis la signature de ce traité — qui, conclu en 1951, fut révisé en 1960 pour en faire une véritable alliance militaire — qu'est prévue une coordination réelle des opérations au niveau des états-majors. Les forces japonaises sont chargées de la défense proprement dite, tandis que celles des Etats-Unis doivent mener l'offensive contre l'agresseur. Pour être en mesure de remplir cette mission, les forces américaines se verront éventuellement attribuer de nouvelles bases et installations au Japon, tandis que les Japonais pourront le cas échéant utiliser les bases américaines.

Les troupes terrestres des Etats-Unis ayant été retirées de l'archipel ces dernières années, des mesures seront prises pour faciliter leur redéploiement éventuel, ainsi que pour renforcer les bases navales et aériennes. Les Américains et les Japonais doivent en outre améliorer la coordination tant au niveau des états-majors que des communications, de la logistique et du renseignement. Les deux commandements demeureront cependant distincts. L'ensemble de ces dispositions visent à renforcer la sécurité du Japon par une plus grande intégration de ses forces dans le système militaire américain.

PHILIPPE PONS.

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

AMÉRIQUES

Nicaragua

Washington redoute un échec de la commission interaméricaine de médiation

L'inquiétude du gouvernement américain s'accroît devant les diverses livraisons d'armes aux deux parties en présence dans le conflit du Nicaragua.

« Nous sommes opposés à toute intervention d'un tiers pays dans les affaires du Nicaragua », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Hodding Carter. « Nous avons fait part de notre inquiétude directement à tous les gouvernements, celui de Cuba inclus », a-t-il ajouté.

Les déclarations américaines font suite à la publication à Washington d'un rapport secret, attribué aux services de renseignements panaméens, qui fait état d'une aide militaire cubaine à la guérilla sandiniste et qui met également en cause le Panama et le Venezuela comme fournisseurs d'armes au gouvernement Somoza. Le département a étudié ce document, a dit M. Carter le mardi 28 novembre.

M. Carter a indiqué par ailleurs qu'Israël, principal fournisseur d'armes au gouvernement Somoza, avait suspendu ses livraisons. La dernière, effectuée dans le cadre d'un contrat entre les deux pays, remonte au mois d'août, a-t-il précisé. On estime dans les milieux officiels américains que le gouvernement Somoza est suffisamment bien armé pour se dispenser d'avoir à effectuer d'autres achats de matériel militaire à l'étranger.

On craint ici un échec définitif de la médiation destinée à amener les deux parties en présence à accepter un plébiscite qui déterminerait si le régime Somoza devait rester au pouvoir en démissionnant et abandonner le pays. Un tel échec risquerait de mener à un

nouvel affrontement sanglant dans le pays. M. Carter a confirmé que les trois médiateurs, Etats-Unis, République Dominicaine et Guatemala, ont fixé lundi aux parties un délai de soixante-douze jours. Si aucun accord n'intervient d'ici-là, la médiation sera suspendue jusqu'à nouvel ordre. Le délai expire jeudi 30 novembre.

D'autre part, de nouveaux affrontements opposent des soldats nicaraguayens à des guérilleros du Front sandiniste dans la zone frontalière avec le Costa-Rica, apprend-on à San-José. Des paysans ayant la réputation de se dévouer à l'effort de combat, ont affirmé avoir entendu des bombardements toute la journée et une partie de la nuit de lundi à mardi.

Enfin, six cents Costa-Ricains ont commencé à suivre un entraînement militaire et des partis politiques de toute tendance ont lancé un appel à la création de brigades de volontaires qui pourraient se mettre au service du gouvernement, en cas d'alerte. — (A.F.P.)

Etats-Unis

L'assassinat du maire de San-Francisco Le meurtrier était pourtant un homme « vertueux et idéaliste »

Correspondance

San-Francisco. — La violence est aussi typiquement américaine que le charty-pie. (gâteau aux carottes, un dessert très populaire outre-Atlantique), disait dans les années 60, M. Ray Brown, un des leaders du mouvement noir. Même si les commentateurs de télévision à New-York et à Washington attribuent souvent l'assassinat du maire de San-Francisco et d'un de ses conseillers municipaux à la « traditionnelle excentricité de la politique californienne », le double crime du 27 novembre semble davantage illustrer le boutade de M. Brown. M. Dan White, l'ex-conseiller municipal qui a tué MM. Moscone et Milk, n'a rien d'un excentrique. Sportif, énergique, combattant paracheviste de la guerre du Vietnam, c'était pour l'essentiel un « All-American-Boy ». Image qu'il confirma en servant dans les forces de l'ordre, puis en se distinguant dans les fonctions de pompier. Ne

devalait pas, frère suprême, recevoir cette semaine une médaille pour son héroïsme au cours d'un incendie où il sauva des flammes une femme et son enfant ?

Elu conseiller municipal en 1977, M. White acquit rapidement la réputation d'un politicien « du loi et de l'ordre » et fit une active campagne contre les homosexuels et la criminalité. « C'était un très sympathique conservateur », dit de lui un ami d'enfance, « consciencieux, vertueux et idéaliste ». Quand, pour arrondir son maigre salaire de conseiller municipal, il écheta en copropriété un restaurant modeste, il met la dernière touche à son portrait du bon Américain moyen. Aussi, quand il apprit sur la démission en plein hôtel de ville de San-Francisco, l'Amérique est horrifiée.

Pourtant, pour M. White, M. Milk est l'ennemi et, précisément, l'excentrique : juif d'origine new-yorkaise, homosexuel notoire, pacifiste, c'est l'élu du cinquième district de San-Francisco, de Haight-Ashbury, le célèbre quartier hippie des années 60, et de Noe Valley où vivent la plupart des homosexuels de la ville. M. Milk, mort en novembre 1977, remercia ses électeurs — essentiellement des homosexuels, des libéraux et des ouvriers — au bras d'un jeune homme qu'il présentait à la foule comme son « ami ». Politicien populaire, M. Milk était un ardent défenseur des droits civiques. De plus, il a favorisé, entre autres choses, la légalisation de la marijuana.

M. Moscone, maire de la ville depuis 1975, est aussi l'ennemi pour M. White. Sumommit le « prince charmant du Congrès californien » — il fut sénateur de l'Etat de 1967 à 1975. — M. Moscone avait la faveur des minorités, des pauvres, des citoyens du troisième âge, des drogués et des alcooliques. Il prôchait la non-violence dans une ville où le taux de criminalité est le plus élevé de l'Etat, faisait campagne contre la peine de mort, congédiait après son élection les gardes du corps qu'on voulait lui attribuer et marchait seul dans les rues de San-Francisco pour prouver à ses habitants qu'ils étaient en sécurité.

M. White pensait, disent ses collègues, qu'il « pouvait changer le cours des choses », et était convaincu d'incarner « le bien ». Il paraît aujourd'hui difficile à la population en deuil de San-Francisco de téléviser « un tou de plus et une arme à feu de plus », selon la mot d'un présentateur de radio. A l'heure actuelle, il y aurait dans l'ensemble des Etats-Unis quatre-vingt-dix millions d'armes de tous genres détenues par des citoyens.

SYLVIE CROSSMAN.

Guyana

SELON LA « PRAVDA »

Les disciples de Jim Jones étaient persécutés par les autorités américaines

Les membres de la secte du Temple du peuple étaient victimes de la répression aux Etats-Unis et ont été forcés de trouver refuge dans un autre pays (la

Guyana), pouvait-on lire mardi 28 novembre dans la Pravda. Le quotidien soviétique ajoute que les disciples du « révérend » Jim Jones vivaient dans la jungle de la Guyana, « dans la crainte que les autorités américaines puissent les atteindre jusque-là pour les châtier ». Le commentateur de l'agence Tass, Youri Kornilov, qui estime également que le suicide collectif de Jonestown illustre « l'étouffement de toute contestation, qui caractérise le mode de vie américain », précise cependant mardi que les rumeurs sur des contacts entre la secte et des diplomates soviétiques sont « absurdes ».

La presse américaine fait état mardi de la découverte à Jonestown de six cailloux d'écrouillet portant des exercices de grammaire utilisant de nombreux termes marqués. D'une écriture malhabile, les cailloux portaient les cours « d'économie politique » de Jim Jones. Qu'est-ce que le socialisme ? Le capitalisme ? Le fascisme ? constituaient les premiers leçons.

Jim Jones était un obsédé, sexuel, mégalomane et sadique, a confirmé d'autre part, une ancienne adepte du Temple du peuple. Dans un manuscrit de 115 pages, qu'elle souhaite publier, Mme Jeannie Mills décrit les six années qu'elle a passées avec son mari et ses cinq enfants dans la secte, de 1970 à 1976, à Redwood-Valley, au nord de San-Francisco, où celle-ci était alors installée. — (A.F.P., U.P.I.)

tapis d'orient

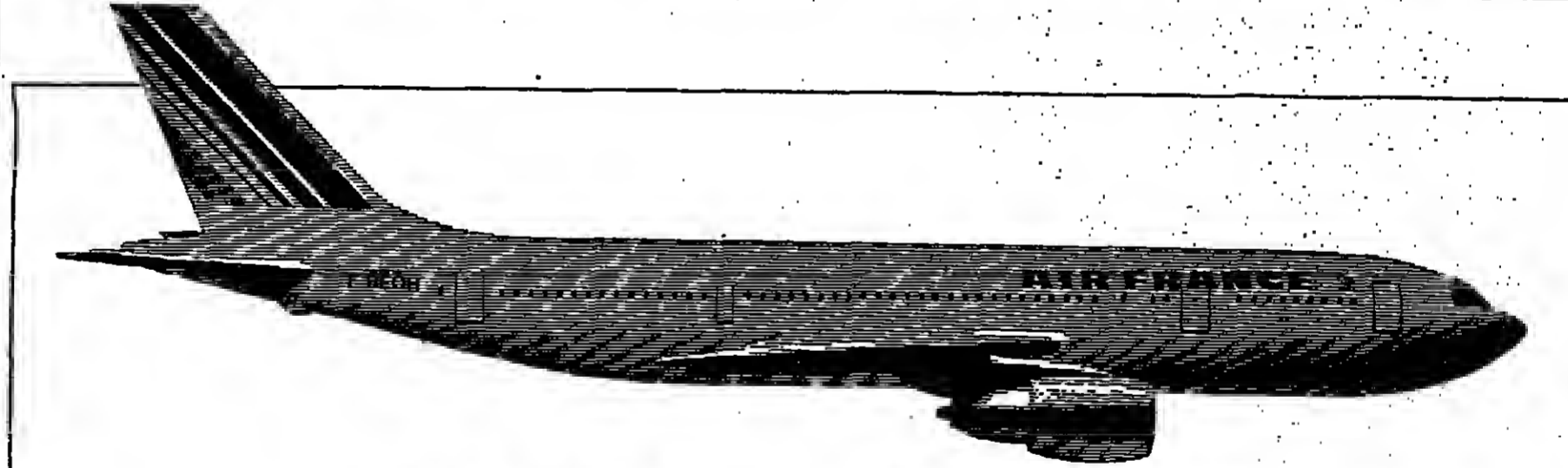
noués main, avec certificat d'origine
pièces rares, tapis anciens et contemporains
vente directe aux particuliers

20%

de remise de caisse consentie* à nos clients particuliers afin de faciliter leurs achats de fin d'année (jusqu'au 27 janvier 1979).

aux entrepôts Atighetchi

plus de 7.000 tapis noués main en réserve
9, rue Léon-Jehoux (angle Yves-Toudic), place République
Lundi au samedi, 9 à 12 h et 15 à 18 h. Tél. 206-60-50



AJACCIO. BASTIA. NICE

AVEC VOUS, VOTRE MOITIE NE PAIE QUE MOITIE PRIX.

Depuis le 1^{er} novembre, Air France vous offre au départ de Paris, pour Ajaccio, Bastia, Nice, 50% de réduction sur le billet de votre conjoint voyageant avec vous.

Cette offre est valable sur les vols désignés. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou d'Air France.

AIR FRANCE

مسجد ابن ابي اسحاق

AMÉRIQUES

Le pétrole, sang et tourment du Venezuela

(Suite de la première page.)
Il a été investi 1,25 milliard de dollars cette année dans l'exploration offshore, et 20 autres milliards de dollars le seront au cours des dix prochaines années. Le thème, délicat et explosif depuis dix ans, de la ceinture de l'Orénoque, la nouvelle frontière de l'or noir dont les réserves sont estimées à plus de 700 milliards de barils, revient au premier plan, le président Carlos

Andrés Pérez ayant affirmé en octobre qu'il convenait « d'en accélérer l'exploitation ». Le chef de l'Etat a justifié cette « hâte » par la nécessité de « renforcer la capacité de négociation du Venezuela en sens de l'OPBP ». Les réserves conventionnelles permettent en effet au Venezuela de compter sur une production pendant encore une vingtaine d'années au rythme actuel de 2,2 millions de barils/jour.

encore que 13 millions sur un territoire deux fois grand comme la France. Mais les villes, et d'abord Caracas, craquent dans leurs jointures, et les services s'essouffent. Le district fédéral (près de 3 millions d'habitants) planté de gratte-ciel de tours géantes, troué d'antennes urbaines régulièrement embouteillées, est sans doute une étonnante symphonie tropicale de béton, de verre et d'acier. Vu de l'Avila, la nuit, le spectacle ne manque pas de grandeur. Mais les carrajes grouillent que les inciviliés s'emparent sur la beauté du cadre, les travaux du métro contribuant grandement aux embarras de la circulation.

Les ranchitos, nourris par l'exode rural, traditionnel mais aussi par l'arrivée de dizaines de milliers de Colombiens, de Dominicains, d'Équatoriens (les « soucieux » de la société de consommation « décadente » plus ou moins clandestins), s'engouffrent dans les étroites vallées vers Los Teques, et peuplent les collines verdoyantes qui descendent vers le port de La Guayra. Étant sur quelque 25 kilomètres il n'y aura plus de solution de continuité : les squatters du libéral auront rejoint ceux de la vallée de l'Avila, située 900 mètres plus haut. Deux mondes coexistent à Caracas, sans se connaître, assez fractionnés pour permettre que miserables de survivre

« Tenir » encore deux siècles ?

L'exploitation réelle de la ceinture de l'Orénoque, constituée de bruts très lourds, permettrait au pays, selon les experts, de « tenir » encore plus de deux siècles. Intercop, Institut de recherche autonome, est déjà chargé d'étudier les problèmes technologiques complexes posés par les pétroles non conventionnels de l'Orénoque. Tout dépend encore du succès dans la recherche de bruts légers et du delta du grand fleuve. Mais le Venezuela dispose en toute hypothèse d'une « réserve » de premier ordre : le « prix de revient » de l'exploitation éventuelle de la « ceinture » (qui, aujourd'hui, serait le double de celui des puits du lac de Maracaibo) apparaît plus « raisonnable » à moyen terme, si les cours mondiaux, comme cela est probable, doivent continuer de s'inscrire en hausse. L'atout n'est pas négligeable pour une nation qui est encore le cinquième producteur et le troisième exportateur mondial de pétrole.

Ce n'est plus la « surchauffe » provoquée par l'augmentation brutale des prix du pétrole en 1974, les ressources ayant alors triplé en un an. Après des embarras, l'économie du pays revient à une « ligne » plus normale, mais avec des « points forts » que tous les voisins lui envient. Le Venezuela reste le « milliardaire » de l'Amérique latine. « Nous avons du pétrole, mais nous ne sommes ni l'Iran ni l'Arabie Saoudite », nous sommes un pays atypique », affirme M. Carmelo Lauria, ministre-secrétaire de la présidence et l'un des plus proches conseillers de M. Carlos Andrés Pérez. Le raccourci est pertinent.

Dans les années 50, l'écrivain colombien German Arciniegas employait deux mots pour définir le Venezuela : « pétrole et caudilles ». De fait, le pays n'est sorti du dix-neuvième siècle et de la tyrannie despotique, mais cruelle, des dictateurs plus ou moins botés qu'en 1958. En deux décennies, grâce à la sagesse de ses dirigeants, le Venezuela est devenu l'un des rares pays-témoins du régime démocratique. L'armée est rentrée dans les casernes

alors que la plupart des gouvernements d'Amérique du Sud sont soumis au contrôle direct ou indirect de caudilles ayant « découvert » les théories de la guerre subversive.

Le paradigme n'est pas moins évident en économie. Les experts de la CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine) ont toujours considéré le cas du Venezuela « à part ». Il a, bien après les autres, entamé un rapide processus de substitution des importations. Il a, en 1974, adhéré, après bien des réticences, à un pacte andin en expansion. L'élan du pétrole ayant été brisé par la trahison chilloïenne et les difficultés péruviennes, le Venezuela en est aujourd'hui devenu le partenaire le plus solide. Il est aussi un « préteur » pour les petits pays des Caraïbes et de l'Amérique Centrale.



Enfin, le gouvernement de M. Carlos Andrés Pérez a adhéré avec enthousiasme à l'idée du Sela (organisme de coopération économique latino-américain), lancé par l'ex-président mexicain Luis Echeverría. Il a, en outre, grâce à la « tirelire » du FIV (Fonds d'investissements du Venezuela, créé en 1974) réussi à « geler » en partie les excès de liquidités financières produits par le boom des prix du pétrole.

Pays « atypique », le Venezuela n'échappe pourtant pas aux fatalités de la dépendance. Malgré ses efforts, son expansion dépendra encore pour de longues années du pétrole, tout à la fois « diable et bon dieu », d'où viennent tout le bien et tout le mal, le pourrisseur de consciences et de volutes, une maudite qui a fait le Venezuela moderne, mais aussi calamité, dénoncée par les plus grands écrivains comme Rómulo Gallegos, fondateur du parti d'Action démocratique, et éphémère président du premier régime démocratique du vingtième siècle, en 1948. De temps en temps, M. Fabio Pérez Alfonso, ancien ministre de Betancourt et « père » de l'OPBP, ironique et souriant, annonce la « prochaine débâcle » du haut de sa retraite, de moins en moins champêtre, proche du parc de Los Chorros, mais aussi de la « kota mil », la nouvelle « voie rapide » de l'Avila.

Socialement, humanement, le Venezuela a, pourtant beaucoup progressé ces dernières années. Pour 16 % le budget est consacré à l'éducation, pourcentage assez proche de celui du Mexique et de Cuba, champions l'un et l'autre de la lutte contre l'analphabétisme. En vingt ans, le taux d'analphabétisme est tombé de 50 % à moins de 10 %. Dans le même temps, le nombre d'éèves est passé de 800 000 à 2 800 000 dans le primaire, de 37 000 à 830 000 dans le secondaire et de 7 000 à 255 000 dans l'enseignement supérieur.

L'espérance moyenne de vie est proche de soixante-sept ans, chiffre exceptionnel en Amérique latine. Les principales causes de mortalité sont celles des pays industrialisés : cancer, maladies cardiaques, accidents de la route. Les classes moyennes sont en expansion rapide : plus du quart de la population active, absorbant 40 % du revenu national. De larges secteurs de « marginalité » ont été intégrés au cours de la dernière décennie, et la qualité de la vie dans les ranchitos, pour préciser qu'elle soit, est de tels lots supérieurs à celle des habitants des sinistres barriadas de Lima ou des misérables quartiers sud de Bogota.

Mais le taux de croissance démographique est de 3,5 %, autre record. A ce rythme, le nombre des Vénézuéliens s'élèvera à 28 millions en l'an 2000. Ils ne sont

et même de progresser. Ceux qui restent, et qui sont environ dans le district fédéral) reçoivent les miettes du festin pétrolier grâce à un sous-emploi « normalisé », au chômage artificiel ou industriel, aux petits métiers, au trafic de drogue. Des bandes de jeunes sans emploi pratiquent le racket du « péage », se posant aux entrées généralement étroites et en escaliers des ranchitos pour « taxer » les habitants (5 « bolos » le droit de passage).

Caracas est, certainement moins dangereuse qu'il y a dix ans et en tout cas plus sûre que New-York ou Bogota. Mais l'insécurité est un thème de préoccupation, et à l'Avila, le manque de logements, excessives inégalités dans la distribution du revenu, faiblesse des services de santé, faibles du système d'éducation, hausse de la criminalité administrative, disparités régionales excessives et faiblesse inquiétante du secteur agricole, gaspillage des dans les villes ; ces problèmes qui n'est pas feinte, tous les candidats aux élections du 3 décembre, depuis le communiste Hector Mijangas jusqu'au représentant du parti au pouvoir M. Luis Fierera, tombent d'accord pour dénoncer les grands maux du système.

« Je démentirai la priorité absolue Caracas », a déclaré à la « santé », à l'éducation, au logement... », affirme le candidat officiel. « Le problème numéro un est celui de la marginalité sociale », déclare l'homme du Copei (1), M. Enrique Campins. « Réforme agraire, construction accélérée de logements, réforme du système éducatif, lutte contre la corruption et contre l'insécurité », proclame M. Beltrán Prieto, leader du Mouvement électoral du peuple (MEP) et ancien président du parti au pouvoir. « Réforme fiscale, amélioration des conditions de vie des ranchitos et plan de construction intensive de logements, authentique réforme agraire » le programme minimum du F.C.V. ne diffère guère de celui du MAS de José Vicente Rangel, du MIB d'Antonio Martín, l'ancien guérillero, ou de celui de deux formations de droite : le F.U.N. Front d'unité nationale, et la Croisade chrétienne nationale.

Le groupe de réflexion de Santa Lucia (3), composé d'une soixantaine de personnalités (millitaires, politiques, professionnelles, chefs d'entreprises, syndicalistes) est arrivé aux mêmes conclusions, en insistant sur la priorité à l'éducation, « maillon faible » du développement vénézuélien. Dans un pays où l'industrialisation implique un très haut niveau technologique, la main-d'œuvre est, en général, peu qualifiée. « Vous devez importer d'urgence vingt mille travailleurs qualifiés », déclare froidement le ministre du travail. Sur 4 200 000 travailleurs

PARIS CASABLANCA

et aussi
ABIDJAN, ACCRA, BAMAKO, BANGUI, BRAZZAVILLE, CONAKRY, COTONOU, DAKAR, LAGOS, LOME, N'DJAMENA, NIAMEY, NOUAKHOTT, OUAGADOUGOU.

AIR AFRIQUE
La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique

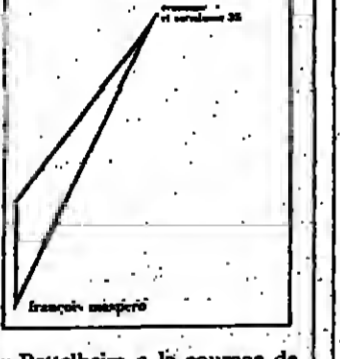


Cap sur la Côte d'Ivoire

Maroc - Madère - Sénégal - Sierra Leone - Côte d'Ivoire - Gibraltar
Grande Croisière de 24 jours à bord de Massalia du 1^{er} au 23 Mars 1979 à partir de 5 500 F.
Dubiez les grisailles de l'hiver et savourez votre croisière sous le chaud soleil des tropiques.
Possibilités de combinés Air/Mer de 15 jours.
CROISIÈRES PAQUET DÉCOUVERTE
Demandez vite le dépliant spécial à votre Agence de Voyages.

CHARLES BETTELHEIM

Questions sur la Chine après la mort de Mao Tse-toung



« Bettelheim a le courage de dire à ses contemporains ce qui paraît l'évidence : les quatre étaient sur position de gauche et non pas de réaction. Et c'est bien pour cela qu'ils ont été condamnés. On lira avec d'autant plus d'intérêt les questions posées par Ch. Bettelheim qu'elles sont brèves et incisives. »

La Croix
« On connaît Ch. Bettelheim, sa rigueur intellectuelle, sa compétence et sa sympathie pour la révolution chinoise, en particulier pour la révolution culturelle (...). Ch. Bettelheim ne convaincra pas tout le monde. C'est normal. Son petit livre, cependant, représente une contribution de premier ordre à la réflexion sur la Chine et son avenir. »
Croissance des Jeunes Nations
« Un livre très important. »
L'Éclair

FRANÇOIS MASPERO éditeur
1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris

LES ENJEUX DU 3 DÉCEMBRE

De l'enfance à la guerre. Les batailles d'un homme de Dieu et de passion.

R.L. BRUCKBERGER
TU FINIRAS SUR L'ÉCHAFAUD
MÉMOIRES
100 pages - 20 F.

L'avis de l'éditeur.
Enfant obstiné mais adulte batailleur, enragé de la vie, l'Échafaud, prophète révélateur pour cet homme qui, et qui, toute son existence, portagea les bruits, les fureurs et les passions du siècle. Tu finiras sur l'échafaud ! lui disait sa mère. Le R.L. Bruckberger se souvient.

FLAMMARION

LA RÉVISION DU VII^e PLAN A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le volontarisme ne saurait s'affranchir de la considération des dures réalités nationales et internationales, déclare le premier ministre

Alors que le VII^e Plan ne prévoit qu'un examen de son exécution, à mi-parcours, par le Conseil économique et social, le gouvernement a finalement décidé de présenter au Parlement un rapport d'adaptation.

Ce faisant, il entendait peut-être manifester sa considération à l'égard de la représentation nationale. M. Chazalon (U.D.F.) l'a relevé dans son rapport pour avis, et les députés semblent y avoir été sensibles, une quarantaine d'entre eux s'étant inscrits dans la discussion.

Mais il apparaît surtout qu'à cette occasion M. Barre pour-

suivait trois objectifs. D'abord, marquer l'attachement du gouvernement à une planification qu'il appartient certes de repenser mais à laquelle il ne saurait être question de renoncer. Ensuite, provoquer une prise de conscience et dissiper l'illusion collective qui a masqué le fait que l'avenir serait radicalement différent des années d'expansion facile dont la France avait bénéficié. Enfin, confirmer, en dépit des aléas de la conjoncture et des incertitudes de la prévision, les grandes orientations de 1978, et, en particulier, l'amélioration de l'emploi par la lutte contre l'inflation.

François de certaines disciplines. (...) Comment progresser vers l'unité sans remettre de l'ordre dans notre économie. Les divisions idéologiques, les égoïsmes corporatistes, les non-résultats des difficultés économiques de l'inflation et du chômage et s'aggrave du fait des surenchères qu'une telle

Ce dernier point devait d'ailleurs permettre à M. Barre de faire la leçon à M. Rocard qui, rapporteur spécial des crédits du commissariat général du Plan, avait estimé « intolérable », au cours de la discussion budgétaire, que l'emploi soit traité comme « l'issue aléatoire d'un processus à long terme ». Vivement critiqué, le député des Yvelines n'en avait pas moins la satisfaction d'être promu, l'espace d'un débat, au rang d'interlocuteur privilégié du premier ministre. Aussi son intervention de mercredi était-elle d'autant plus attendue.

PATRICK FRANÇES.

Mardi 28 novembre, sous la présidence de M. Chabou-Delmas, l'Assemblée nationale examine le projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e Plan (1978-1980), rapport présenté dans le Monde du 27 septembre dernier.

Alors que le VII^e Plan prévoit simplement un examen de son exécution à mi-parcours, sous la forme d'un rapport qui devrait être soumis pour avis au Conseil économique et social, le gouvernement, vu l'importance des changements intervenus depuis 1976, a décidé d'aller au-delà et de présenter au Parlement un rapport d'adaptation.

Cette adaptation, observe d'abord M. ICART (U.D.F.), rapporteur général, ne remet en cause aucune des grandes orientations retenues en 1976, mais trois objectifs sont désormais prioritaires : le rétablissement de l'équilibre extérieur, l'adaptation de l'industrie et la situation de l'emploi. Pour M. ICART, le rapport a le mérite de rejeter à nouveau « la tentation protectionniste », la France ne devant toutefois se laisser compter que « sur ses propres forces ».

Pour ce qui concerne l'adaptation de l'appareil de production, il relève avec satisfaction qu'il n'existe pas de secteurs condamnés puis il dénonce la mise en cause implicite de la gestion délicate des entreprises à caractère individuel ou familial qui, de surcroît, seraient grosses consommatrices de subventions publiques. A cet égard, il rappelle la crise, connue enfin, l'affectation des concours de l'Etat dont les bénéficiaires, fait-il remarquer, sont principalement de grandes entreprises, notamment publiques.

M. ICART évoque ensuite la révision de deux des vingt-deux programmes prioritaires (PAP), ceux concernant l'humanisation des hôpitaux et la liaison fluviale sur le Nord-Méditerranée. « Il s'agit », précise-t-il, « du dernier projet, et surtout celui du franchissement du seuil de Bourgogne, soient extrêmement difficiles ».

Présentant l'avis favorable de

la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, M. BRYAT (U.D.F.) indique que la révision du programme concernant l'humanisation des hôpitaux s'explique par le rythme soutenu avec lequel s'est effectuée la suppression des salles communes (environ soixante-dix mille lits restant à supprimer au 1^{er} janvier 1979), ce qui permet de mettre désormais l'accent sur la modernisation des plateaux techniques. Quant à l'action concernant les personnels infirmiers, elle sera poursuivie.

Présentant l'avis favorable de la commission de la production, M. CHAZALON (U.D.F.) constate notamment que, si le rapport donne les raisons du choix de l'option en faveur de l'ouverture de la France sur l'étranger, il est beaucoup moins précis sur les mesures d'accompagnement nécessaires pour garantir des conditions de concurrence et aménager la sauvegarde des secteurs en conversion et renforcer la coopération internationale. Pour M. Chazalon, le choix du gouvernement de ne réviser que deux PAP signifie qu'un effort exceptionnel sera entrepris. En ce qui concerne le canal Rhône-Méditerranée, il importe, à son avis, d'être très conscient des conséquences du retard consi-

der de l'énergie est devant nous. La concurrence internationale sera plus présente, la croissance sera plus modeste, nous pourrions être confrontés à la situation démographique des grands pays industrialisés, risque de conduire au vieillissement. Notre économie reste fragile et il nous faut donc maintenir les politiques sociales de protection des Français. Face à ces difficultés, il faut donc un plan pour explorer l'avenir. La planification continue, doit rester et restera l'instrument central de la politique à moyen terme du gouvernement. Lente « vision » autoritaire », il estime cependant que « la planification ne peut trouver son efficacité que si elle est souple, adaptable et si les engagements qu'elle implique sont réalistes ».

Faisant ensuite allusion aux critiques formulées par M. Rocard à l'encontre de la politique gouvernementale, M. Barre déclare : « On le dit trop au jour des élections économiques pour que je puisse le croire, mais j'affirme que la planification continue, doit rester et restera l'instrument central de la politique à moyen terme du gouvernement. Lente « vision » autoritaire », il estime cependant que « la planification ne peut trouver son efficacité que si elle est souple, adaptable et si les engagements qu'elle implique sont réalistes ».

Le gouvernement précise le premier ministre ne renonce pas en bloc au VII^e Plan. Il en confirme les grandes orientations : recherche d'un développement plus régulière, amélioration de l'emploi par la lutte contre l'inflation, réduction des inégalités excessives, amélioration de la qualité du travail et du cadre de vie. Le gouvernement confirme également les engagements pris dans les programmes prioritaires et sa volonté de les conduire à terme.

Evocant ensuite « les jugements péremptores et des inquiétudes » suscités par l'avenir de la planification, il déclare notamment : « Le volontarisme dont certaines branches sont pleines ne saurait s'affranchir de la considération des dures réalités nationales et internationales. (...) M. Pierre Massé écrit : « Repenser le plan, oui. Renoncer au plan, non. » C'est, déclare M. Barre, la position du gouvernement et la sienne. Il faut un plan pour la France. »

Le premier ministre énumère ensuite les difficultés que devra affronter la France dans un contexte mondial transformé. « La

M. FITERMAN (P.C.) : enlèvement et dépendance extérieure

An nom du groupe communiste, M. FITERMAN expose la question préalable (il n'y a pas lieu à débattre) dont l'adoption entraînerait le rejet du texte en discussion. Il déclare notamment : « Votre projet, c'est d'abord un constat d'échec, échec sur toute la ligne, par rapport aux objectifs proclamés en 1976, qu'il s'agisse de la croissance, de l'emploi, de la hausse des prix ou de l'équilibre extérieur. Aucun des grands problèmes du pays n'a trouvé la solution et les conséquences de la crise s'aggravent. Or, constate-t-il, votre projet traduit la volonté d'accélérer la même stratégie économique : c'est l'entraînement dans l'orbite avec pour notion maigre la priorité absolue à l'exportation dont les résultats politiques sont désastreux. »

Vous nous proposez, poursuit l'orateur, d'accroître encore la dépendance de notre économie à l'égard de l'étranger. En fait d'assainissement, vous nous proposez l'effacement de l'indépendance nationale, une austérité renforcée, un chômage massif, l'absence de politique, l'absence de l'économie, la stagnation de l'économie à la dépendance extérieure, la dépendance extérieure au développement des traits multinationaux. »

S'exprimant contre la question préalable, M. D'AUBERT (U.D.F.) constate que « depuis la libération le P.C. n'a changé ni de registre ni de langage ». Il relève « sa nostalgie d'une planification de type soviétique, bureaucratique, centralisée, et quantitative. Aujourd'hui, estime-t-il, la planification doit s'adapter à un environnement nouveau et un débat sur la révision du VII^e Plan doit avoir lieu. »

A la majorité de 284 voix contre 200 (celles de l'opposition), l'Assemblée décide de ne pas opposer la question préalable.

M. BARRE : il faut un plan pour explorer l'avenir

Dans son intervention, M. BARRE, premier ministre, justifie d'abord la démarche du gouvernement « par l'intérêt qui porte à la planification ». Le gouvernement a choisi de procéder à l'adaptation du VII^e Plan pour deux raisons. « Indique-t-il, il nous faut reconnaître la franchise que l'analyse de la situation économique internationale sur laquelle le VII^e Plan reposait, doit être profondément repensée. Les mutations et les perspectives de l'économie mondiale ont été imparfaitement appréciées. Les conséquences dépressives de la hausse des prix d'énergie et des matières premières, les transformations qu'elles impliquent pour les structures industrielles, n'ont pas été correctement prises en compte. »

Il nous devons aussi reconnaître que le contexte de la croissance-inflationniste dans lequel s'est déroulée la préparation de ce Plan a entraîné une illusion collective qui a masqué le fait que les conditions passées de développement étaient révolues et que la venue serait radicalement différente des années d'expansion rapide, brillante et facile que notre pays a connues depuis plus de vingt ans.

Le gouvernement précise le premier ministre ne renonce pas en bloc au VII^e Plan. Il en confirme les grandes orientations : recherche d'un développement plus régulière, amélioration de l'emploi par la lutte contre l'inflation, réduction des inégalités excessives, amélioration de la qualité du travail et du cadre de vie. Le gouvernement confirme également les engagements pris dans les programmes prioritaires et sa volonté de les conduire à terme.

Evocant ensuite « les jugements péremptores et des inquiétudes » suscités par l'avenir de la planification, il déclare notamment : « Le volontarisme dont certaines branches sont pleines ne saurait s'affranchir de la considération des dures réalités nationales et internationales. (...) M. Pierre Massé écrit : « Repenser le plan, oui. Renoncer au plan, non. » C'est, déclare M. Barre, la position du gouvernement et la sienne. Il faut un plan pour la France. »

Le premier ministre énumère ensuite les difficultés que devra affronter la France dans un contexte mondial transformé. « La

neuve que l'adaptation du Plan saurait être la totalisation des reconstructions et des surenchères promises par une fuite en avant. Il doit être et sera l'appel d'une politique à moyen terme qui détermine sans illusion et sans complaisance, les objectifs, les contraintes et les instruments d'une ambition nationale. »

Quant au droit de grève dans les services publics, il abouit, à son avis, « par une véritable perversion », à « un assaut économique ». Pour M. BENOIST (P.S., Nièvre), l'emploi et le développement industriel dépendent d'infrastructures que le Plan ne met pas en place.

Le rapport, juge M. ZELLER (supp. U.D.F., Bas-Rhin), demeure imprécis sur les moyens de parvenir à un nécessaire consensus social. « Pour désenclaver le Massif Central », demande M. GOLDBERG (P.C., Allier), attendez-vous qu'il soit devenu un désert ? Le rapport relève M. NOÛR (R.P.R., Rhône) comporte des lacunes : la politique démographique, celle des revenus, la politique fiscale et le budget social de la nation.

M. JAROSZ (P.C., Nord), dénonce « la liquidation de l'industrie textile ». M. de LIPKOWSKI (R.P.R., Charente-Maritime) lance « un cri d'alarme » pour la région Poitou-Charentes « que s'enfoncent dans la régression économique ». M. CREEPEAU (App. P.S., Charente-Maritime) ne voit rien qui puisse contribuer à rendre la politique proposée moins douloureuse pour les régions et surtout pour les hommes.

La suite de la discussion est renvoyée à mercredi. La séance est levée à 1 heure.

English EN 10 SEMAINES 707.40.38

nouvelles frontières PARIS BOMBAY 2 250 F Départ Paris A-R TUNIS* 800 F ALGER 860 F MARRAKECH 900 F NEW YORK 1 350 F NAIROBI 1 950 F DAR-ES-SALAM 2 250 F DELHI 2 450 F ILE MAURICE 3 450 F Départ Zurich A-R LIMA 2 280 F Départ Bruxelles A-R BUENOS AIRES 3 800 F

nouvelles frontières SKI en ITALIE Bardonecchia 860 F Séjour 1 semaine du 08-02 au 14-02 du 15-02 au 21-02 du 22-02 au 28-02

CHOISIR Révue mensuelle pour la connaissance du droit des femmes propose dans son numéro de NOVEMBRE Fertilisation artificielle par Martine Portales Terre des Hommes par Louis Mousset DECEMBRE Awa Thiani et la femme africaine Depondon et la torture en Argentine CHOISIR 102, rue St-Dominique 75001 PARIS - TEL : 277-33-91

Payez... pile! La paie à l'heure, malgré les autres tâches, les incidents de dernière heure, les complexités et les fluctuations des règlements, c'est chaque mois une prouesse. Et des frissons. Pourquoi ne confieriez-vous pas votre paie à GSI, leader européen du service informatique et à son système Zadiq-Paie? Paie et gestion du personnel: tout sera fait et bien fait. En toute discrétion, ponctualité et sécurité. Et en contact constant avec vous. Plus de 5 000 entreprises ont fait confiance à GSI pour la paie ou d'autres services. Appelez-nous à Paris : 766.51.50, ou à Lyon (78) 69.50.51. Nous vous communiquerons l'adresse du centre GSI le plus proche. Avec GSI, on sait où l'on va.

POLITIQUE

LE DÉBAT AU SEIN DU P.C.F.

La discussion se poursuit dans la tribune des lecteurs de « France nouvelle »

Le débat engagé au sein du P.C.F. à l'issue des élections législatives n'est pas clos. Il se poursuit notamment à travers la tribune des lecteurs de France nouvelle, hebdomadaire central du parti. Cette rubrique retrouve ainsi progressivement le rôle qu'elle avait avant que ne s'engage la confrontation publique entre communistes.

Le débat engagé au sein du P.C.F. à l'issue des élections législatives n'est pas clos. Il se poursuit notamment à travers la tribune des lecteurs de France nouvelle, hebdomadaire central du parti. Cette rubrique retrouve ainsi progressivement le rôle qu'elle avait avant que ne s'engage la confrontation publique entre communistes.

En Seine-Saint-Denis POLEMIQUE ENTRE P.C. ET P.S.

A la suite du succès, au second tour de l'élection cantonale partielle de Gagny (Seine-Saint-Denis), remporté sur le candidat du P.C. par M. Michel Teulet (R.P.R.) avec 50,50 % des suffrages exprimés, alors qu'au premier tour le total des voix de gauche représentait 88,61 % des suffrages exprimés (Le Monde du 28 novembre), l'« Humanité » datée du 28 novembre affirme que « une rencontre a été organisée, après le premier tour, entre le candidat du P.C., M. Teulet, et celui du P.S., M. Bardot ».

De son côté, la fédération départementale du P.S. assure que la section socialiste de Gagny et son candidat ont mené une campagne unitaire, sans équivoque. Elle explique le succès du candidat R.P.R. par « une politique d'anti-socialisme diffusée en permanence et un report d'abstentionnistes vers la droite ».

Des socialistes marseillais critiquent vivement M. Defferre

De notre correspondant régional

Marseille. — Trois membres du comité directeur de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, MM. André Arnould, Gilbert Orsoni et Pierre Lehalle, viennent d'adresser une « lettre ouverte » à M. Gaston Defferre, à la suite des déclarations du maire de Marseille critiquant M. Michel Rocard (Le Monde du 24 novembre).

la gauche en lui demandant « s'il a un langage à Paris et un autre à Marseille ». Ils ajoutent : « Tu accuses Rocard de tenir un discours d'inspecteur des finances à la Glacière lorsqu'il parle des grands équilibres à respecter ; crois-tu que la gauche accédant au pouvoir en France sera libérée comme par enchantement des contraintes économiques tant au plan national qu'international ? Crois-tu qu'elle pourra durablement acheter plus qu'elle ne vend à l'étranger ? Est-ce l'ancien candidat aux élections présidentielles, est-ce le patron de presse, est-ce le maître de Marseille qui parle ainsi ? »

Conseiller général de l'Essonne et conseiller régional d'Ile-de-France, M. Michel Peichat vient d'annoncer sa démission du parti socialiste. Il entend ainsi protester contre « l'opposition systématique » qui, selon lui, est pratiquée par le P.S. « Le rôle d'un élu, ajoute-t-il, n'est pas d'être porte-parole d'un parti, mais d'améliorer la vie de ceux qui ont accordé leurs suffrages ».

ANCIENS COMBATTANTS

UNE DOTATION EXCEPTIONNELLE DE CROIX DE LA LÉGION D'HONNEUR

A l'occasion du centenaire anniversaire de la création de l'Union nationale des combattants, le président de la République a reçu, mardi 28 novembre, à l'Élysée, M. Jean-Albert, président de l'U.N.C., en présence de M. Maurice Pons, secrétaire d'État aux anciens combattants.

Le chef de l'État lui a annoncé qu'une dotation exceptionnelle de deux mille cinq cents croix de chevaliers de la Légion d'honneur sera ouverte pour la période 1958-1961 et répartie à raison de mille cinq cents croix nouvelles pour les anciens combattants de 1914-1918 et de mille croix pour les anciens combattants de 1939-1945, titulaires de la médaille militaire et de cinq titres de guerre.

LE P.C.F. S'INQUIÈTE DE LA SITUATION DES TECHNICIENS, INGÉNIEURS ET CADRES

Le bureau politique du P.C.F. a adopté, mardi 28 novembre, une déclaration dans laquelle il souligne que les techniciens, ingénieurs et cadres représentent 23 % de l'ensemble des salariés. Ils sont en effet quatre millions. Soulignant que ces catégories sociales subissent elles-mêmes les conséquences de la crise, le P.C.F. exprime ses inquiétudes et son intérêt à prendre toute leur place dans le combat pour la transformation démocratique de la société française.

L'HEBDOMADAIRE « AVANT-GARDE » REPARAIT

« Avant-garde », l'hebdomadaire du Mouvement de la jeunesse communiste de France, qui avait interrompu sa parution à la suite de difficultés financières au mois de juillet, est de nouveau en vente depuis mardi 28 novembre. Relancé en novembre 1971, avec un objectif de diffusion de cinquante mille exemplaires, « Avant-garde » n'avait pas réussi, selon ses dirigeants, à dépasser les quinze mille exemplaires vendus.

QUATRE NOUVELLES LISTES D'UNITÉS (DE LA 30^e À LA 34^e) AYANT COMBATTU EN AFRIQUE DU NORD ENTRE 1962 ET 1964, EN VUE DE L'OBTENTION DE LA CARTE DU COMBATTANT SONT PUBLIÉES AU BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES DU 27 NOVEMBRE.

Il s'agit des 9^e, 10^e, 11^e et 13^e listes de la marine nationale et de seize rectificatifs aux dix premières listes publiées. Ces listes sont datées du 21, du 19 septembre et du 20 octobre 1978. Elles pourront être consultées, après leur diffusion, dans les services départementaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Chase aujourd'hui



Jackie Bensoussan, Vice-Président, Directeur de la Trésorerie et des Changes, à la Chase France.

« La Chase est la plus rapide en matière de change. La transaction est faite sur place » (déclare le directeur financier d'une importante société multinationale).

Récemment, un bureau d'études indépendant a interrogé deux cents directeurs financiers de grandes entreprises européennes. Pour qu'ils puissent s'exprimer librement, leurs identités n'étaient pas révélées. L'objectif de l'enquête était de découvrir les points forts de la Chase. La compétence de la Chase en matière de change est nettement apparue comme étant une de ses qualités particulières. La position prééminente de la Chase sur le marché des devises donne l'avantage à ses « cambistes ».

compétentes mais son organisation leur permet de travailler le plus efficacement possible pour leurs clients. Il en résulte des prestations personnalisées et efficaces, appréciées par le directeur interrogé, cité plus haut, qui ajoute : « Je suis influencé par les gens auxquels j'ai à faire dans les banques et, personnellement, je préfère la Chase ; ils rendent d'excellents services et sont toujours prêts à donner des conseils de valeur. La Chase sera toujours mon premier choix. » Il en vint à résumer ses avantages en peu de mots : « les gens de la Chase ».

Jackie Bensoussan, qui dirige le département « Trésorerie et Changes » à Paris, le pense également. « Nos banquiers font de la Chase une banque particulièrement efficiente. »



CHASE

UN CONSEILLER POUR VOS YEUX LEROY OPTICIEN. 104, Champs-Élysées, 18, bd Haussmann, 5, place des Terres. 11, bd du Palais, 158, rue de Lyon, 147, rue de Rennes. 27, bd St-Michel, 127, Fg St-Antoine, 30, bd Barbès.

NOTRE Télex POUR VOS COMMUNICATIONS. SERVICE TÉLEX 3452152-1 S&ML28 88, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS.

THE CHASE MANHATTAN BANK, N.A., 41 BLUE CROWN, 75001 PARIS ET 21 QUAI SAINT ANTOINE, 80002 OUL LA CHASE A DES SUCCURSALES EUROPEENNES A AMSTERDAM, ANVERS, ATHINES, BARCELONE, BRUXELLES, COPENHAGUE, DUBLIN, DUISSELDORE, GENEVE, GAND, GRESNOY, HAMBURG, LISBES, LONDRES, LUXEMBOURG, MADRID, MILAN, MOSCOU, MUNICH, NICE, PARIS, ROTTERDAM, SALONIQUE, STOCKHOLM, STUTTGART, VIENNE, ZURICH.

ÉDUCATION

La FEN a réuni des états généraux pour la promotion de la culture

Des états généraux pour la promotion de la culture, parisiens par une vingtaine de personnalités du monde artistique, ont été réunis les 21 et 22 novembre au palais de Chaillot, à Paris, par la fédération de l'éducation nationale. A cette occasion, un livre blanc préparé par le collectif des affaires culturelles, qui regroupe plusieurs syndicats de la FEN, a été publié. Y sont présentés la situation actuelle, les besoins et propositions des différents organismes dépendant du ministère de la culture.

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur artistique (SINSEA), qui regroupe les personnels des quatre grands établissements de Paris — Ecole nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), Ecole des arts décoratifs (ENSAD), Conservatoire national de musique et d'art dramatique — rappelle que depuis 1968, plus de

95 % du personnel enseignant des deux écoles d'art plastique, et plus de 50 % des deux autres écoles sont contractuels. 30 % des enseignants permanents sont rémunérés par vacation. Il souligne, en particulier, l'état « désastreux » des conditions de travail à l'ENSBA, la dévalorisation de son enseignement, l'absence d'équivalence avec l'université : après cinq ans d'études aux beaux-arts, un titulaire du diplôme supérieur d'art plastique (D.S.A.P.) ne peut prétendre qu'à un poste de maître assistant dans l'enseignement secondaire.

Le syndicat constate enfin la constante diminution, en valeur réelle, des budgets de ce secteur, le cas extrême étant encore celui de l'ENSAD, dont les ressources diminueront de 59 % l'an prochain.

Le Syndicat des manufactures nationales d'art (Gobelins, mobili-

er national, Ébènes) souligne la « part importante de la participation de ces établissements à la renommée de la culture et du bon goût français », tout en considérant « d'un œil inquiet la mise en place de l'Institut national de la restauration, opération de prestige » qui risquerait de bloquer de nombreux débouchés en favorisant un recrutement extérieur. Le Syndicat fait état des difficultés du personnel : dévalorisation de son travail, désertion des ateliers, rupture dans la transmission de certains techniques.

Le Syndicat national de l'enseignement artistique résume les problèmes des écoles de musique, de danse, d'art lyrique et dramatique en ces termes : « C'est ici l'urgence ». Il propose un ensemble de mesures, et définit les objectifs que devrait avoir cet enseignement. Quant aux écoles d'art, il rappelle leur situation souvent dramatique (Le Monde du 15 juin), l'adaptation des moyens financiers à la réforme, et il évoque la fermeture récente, ou à venir, de certaines écoles de province (Metz, Lille).

Le Syndicat national de l'enseignement artistique résume les problèmes des écoles de musique, de danse, d'art lyrique et dramatique en ces termes : « C'est ici l'urgence ». Il propose un ensemble de mesures, et définit les objectifs que devrait avoir cet enseignement. Quant aux écoles d'art, il rappelle leur situation souvent dramatique (Le Monde du 15 juin), l'adaptation des moyens financiers à la réforme, et il évoque la fermeture récente, ou à venir, de certaines écoles de province (Metz, Lille).

La place des enseignants

L'éducation et la culture sont indissociables. Cette évidence théorique n'est pas toujours vérifiée sur le terrain. Il est vrai que les enseignants ne sont pas seuls impliqués dans la diffusion de la culture. La radio, la télévision, les journaux, les bandes dessinées, notamment, diffusent une culture que l'école, aujourd'hui, ne peut ignorer. Sans compter les divers formes d'animation culturelle : maisons de la culture, maisons des jeunes et de la culture, foyers socio-culturels, associations tentées à l'école par des enseignants encore trop isolés.

La notion même de culture donne lieu à bien des interprétations, comme en ont témoigné plusieurs participants aux états généraux de la FEN. On peut lui donner un sens « élargi » ou « global », la définir comme un « contre-pouvoir » (M. Joffre Dumazet) ou un « sous-traité » comme un « produit instable » dans une société où « moins il y a de culture, moins il y a d'idées et mieux marchent les affaires » (M. René-Victor Pilhes).

Le problème de la gestion

publique de la culture a aussi été abordé. Alors que le parti socialiste propose un grand ministère de l'action culturelle en même temps que le développement de l'autogestion, la FEN a soutenu avec un grand ministère de l'éducation, de la recherche et de la culture, « Fant-Il aujourd'hui maintenir cette revendication ? », a demandé M. Robert Chénier, directeur du T.N.P. C'est une condition essentielle de droit à l'échange, à la rencontre, à la création, à l'imagination et à la fantasia, revendiquée par M. André-Henry, secrétaire général de la FEN.

Les états généraux n'ont pas apporté de réponse à toutes ces questions. Ils ont le mérite de les avoir posées. Il serait aussi souhaitable que tous les enseignants se sentent concernés, comme l'a d'ailleurs demandé M. Roger Pichon, directeur du T.N.P. C'est une condition essentielle de droit à l'échange, à la rencontre, à la création, à l'imagination et à la fantasia, revendiquée par M. André-Henry, secrétaire général de la FEN.

L'UNEF appelle les étudiants à la grève

Quelques 300 délégués de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF, proche des communistes) se sont réunis, samedi 25 novembre à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) pour un rassemblement national sur le thème : « Vivre et étudier : les étudiants devant leurs universités ». Le bureau national du syndicat a décidé de mener une « puissante semaine d'action » du 4 au 10 décembre ; il appelle les étudiants à la grève le 4, pour participer aux différentes manifestations des enseignants du supérieur à l'appel du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNEP) et du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.).

Samedi matin, les délégués ont participé, à Saint-Denis, à plusieurs forums dont l'un avec les membres des mêmes Casseurs et de l'imprimerie Châtr. Un pique-nique a eu lieu ensuite, gare Montparnasse, sous l'œil des gendarmes mobiles, mousqueton sur le dos, et par conséquent, au fin d'après-midi, à un meeting à Saint-Denis, les étudiants ont défilé jusqu'aux abords du ministère des universités.

SCIENCE

M. Giscard d'Estaing confie à trois savants une mission d'étude sur la révolution bio-industrielle

Au terme d'un entretien qui a eu lieu mardi 28 novembre, M. Valéry Giscard d'Estaing a rendu publique une lettre par laquelle il confie une mission d'étude et de proposition sur la révolution bio-industrielle à MM. François Gros, directeur de l'Institut Pasteur, François Jaquet, professeur au Collège de France, prix Nobel, et Pierre Boyer, professeur à l'université Paris-V, conseiller pour les affaires biologiques et médicales à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.).

« Les progrès récents des sciences de la vie laissent entrevoir le rôle éminent que la biologie va tenir dans l'évolution de la société, et les transformations qu'elle provoquera jusque dans les modes d'existence et de pensée », écrit le président de la République.

« De même que les sciences physiques contribuent à façonner l'organisation sociale et industrielle, notamment par leurs applications aux domaines de l'énergie, des transports, des communications, de l'électronique et de l'informatique, de même les sciences de la vie sont appelées à exercer une influence déterminante, en particulier par leurs incidences sur la médecine, la pharmacie, la chimie, l'agriculture, l'alimentation, la production d'énergie et la protection de l'environnement. (...) Estimant que la France figure parmi les pays qui ont la position et les moyens de contribuer à la progression des connaissances et de maîtriser les transformations que prépare la révolution bio-industrielle, M. Giscard d'Estaing confie à MM. Gros, Jacob et Boyer la mission d'étudier les conséquences que les découvertes de la biologie moderne sont susceptibles d'entraîner sur l'organisation et le fonctionnement de la société, de recenser les applications de bio-technologie les plus utiles pour le progrès et le bonheur humains, et de proposer les moyens propres à la mise en œuvre de ces applications.

Un rapport lui sera remis à cette fin dans les prochains mois, pour l'élaboration duquel les trois savants bénéficieront du concours de tous les services compétents, d'un budget spécial et d'un soutien administratif.

« Les progrès très rapides et les

extraordinaires retombées des techniques d'ingénierie génétique moléculaire et cellulaire offrent des perspectives encore incalculables tant pour la connaissance de la structure des gènes, et par conséquent, le bien-être de l'humanité, que pour l'approfondissement de connaissances fondamentales concernant notamment les systèmes de défenses naturelles ou, au plan industriel ou technologique, pour la mise en œuvre de moyens nouveaux, rapides, précis et peu coûteux de fabrication de certains médicaments, hormones ou vaccins.

Disposant d'équipes de très haut niveau, notamment à Strasbourg (professeur Chambon) et à l'Institut Pasteur de Paris, la France pourrait ne pas manquer le tournant biologique du siècle, comme le nomment les Anglo-Saxons.

En outre, faudrait-il que de nouvelles équipes soient installées, que des hommes soient formés et que l'industrie pharmaceutique de notre pays se prépare de toute urgence, à l'instar de la Suisse, de l'Allemagne fédérale, de la Grande-Bretagne, des États-Unis, qui ont compris l'importance de la révolution bio-industrielle en cours. — P. R.-L. »

SCIENCE

SC. PO.

Préparation à distance aux épreuves de CULTURE GÉNÉRALE, cours B F en 12 mois. ACADEMIEIA 408, Bd des Sources 34270 St-Clement-la-Rivière

SCIENCE

STAGE D'INITIATION A LA PRATIQUE DE LA VIDEO LÉGÈRE

Les 18, 19 janvier et 8 et 9 février 1979 ; 24 heures d'enseignement sur les différentes possibilités d'utilisation du magnétoscope portable de prises de vues

INITIATION A LA CONCEPTION - RÉALISATION d'un document audio-visuel pour la formation.

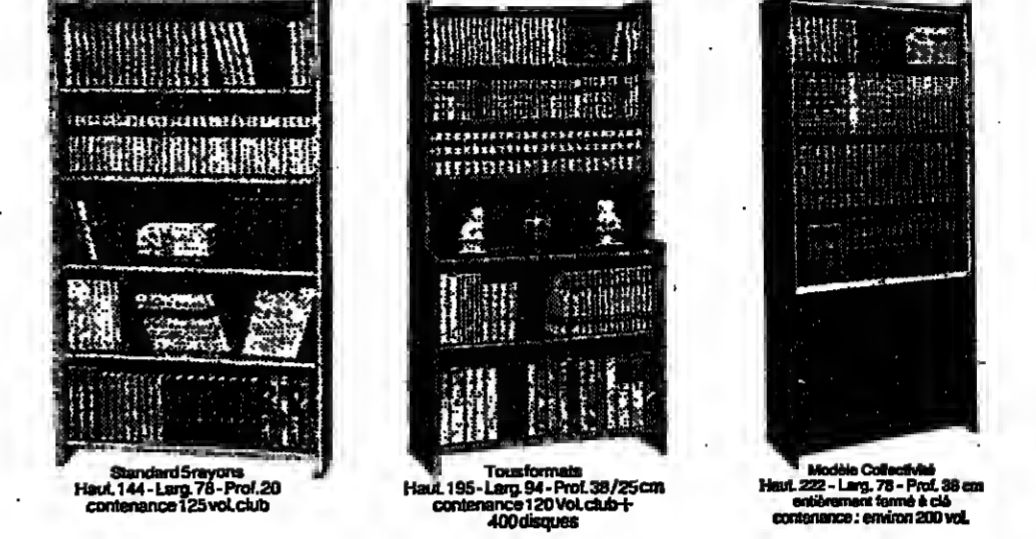
Du 7 mai au 12 mai 1979, de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. : 36 heures d'enseignement

Enseignement et inscriptions : Université de Paris-VIII, Formation Permanente, Route de la Tourneville 75017 PARIS CEDEX 12. Tél. : 374-92-28 ou 374-12-50, poste 388.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

"EN MONTPARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14^e - Tél. 320.13.00
ALP, SAU CAPITAL DE 64230 F

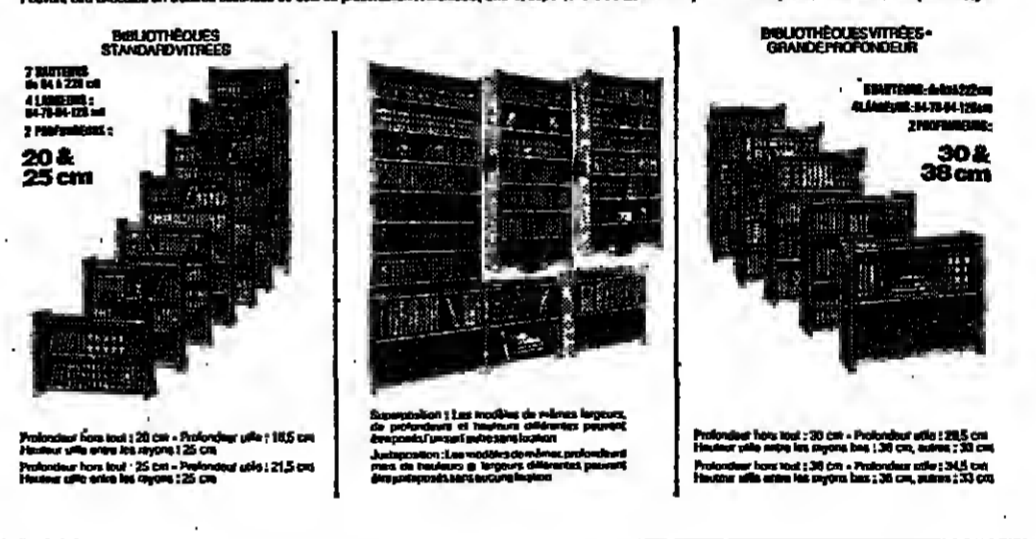
standard vitrées



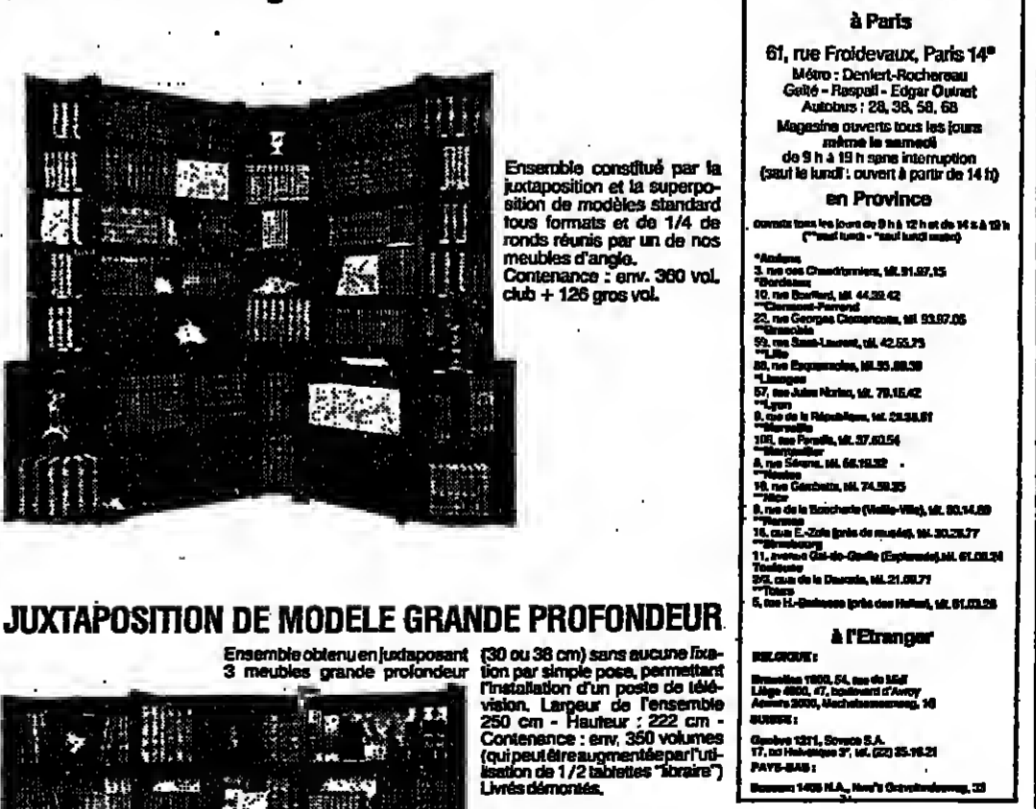
INSTALLEZ-VOUS ULTRA-RAPIDEMENT... ET FACILEMENT vous-même... à des PRIX IMBATTABLES !

150 MODELES VITRES Juxtaposables-Superposables-Démontables-Accrochables sans fixation, par simple pose

150 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE par simple pose, sans fixation



ENSEMBLE STANDARD : exemple d'utilisation de meubles d'angle



JUXTAPOSITION DE MODELE GRANDE PROFONDEUR

Ensemble obtenu en juxtaposant 3 meubles grande profondeur (30 ou 38 cm) sans aucune fixation par simple pose, permettant l'installation d'un poste de télévision. Largeur de l'ensemble 260 cm - Hauteur : 222 cm - Contenance : env. 350 volumes (qui peut être augmentée par l'utilisation de 1/2 tablettes "Éclair") Livrés démontés.

Meubles par ELEMENTS Meubles RUSTIQUES Meubles de STYLE DEPARTEMENT SUR MESURES

Visitez nos Expositions Vente à Paris 61, rue Froidevaux, Paris 14^e Métro : Denfert-Rochereau Gobelins - Raspail - Edgar Degas Autobus : 28, 38, 58, 60 Magasin ouvert tous les jours même les samedis de 9 h à 19 h (sauf interruption (sauf le lundi) ouvert à partir de 14 h)

en Province

à l'Étranger

Belgique : 1, rue des Châteauneux, 1180, 1180, 1180

France : 1, rue des Châteauneux, 1180, 1180, 1180

Autres : 1, rue des Châteauneux, 1180, 1180, 1180

EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO

BON GRATUIT retourner à LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75000 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRES OU NON contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, demande de devis, etc.

Nom
Adresse
Code Postal Ville

ou appelez 320.73.33 (24 h/24)

Cinquante ans de cinéma

LA LONGUE MARCHE DE JORIS IVENS II. — Où l'on croit encore à la révolution mondiale immédiate

Dans le premier épisode de la série d'entrevues que nous publions à l'occasion de ses cinquante ans de cinéma...

Je suis un Hollandais de la moyenne bourgeoisie qui part pour Berlin, en 1923, suivie des cours de photochimie...

Quelqu'un qui a un sentiment pour le mot justice ne peut que vouloir un monde où les gens travaillent ensemble...

Mais les gouvernements socialistes, Stresemann, Rathenau, j'ai vu que ça ne marchait pas...

hions, aux côtés des ouvriers avec qui je travaillais. J'ai vu que les communistes avaient des revendications très concrètes...

Je ne suis pas entré au parti communiste allemand. Je faisais pour eux des transports de films interdits entre Leipzig et Berlin...

Comment étiez-vous avec votre famille ?

Imaginez une famille de cinq enfants (deux frères, deux sœurs), un commerçant ambitieux avec une mentalité fin de XIX^e siècle...

Avec mon frère, c'était comme Van Gogh avec le sien. Il m'a beaucoup aidé pour monter cette décision sans avoir le sentiment de trahir.

Là-bas ils ont fait une chose formidable, c'est l'étape prolétarienne, tout le monde a une casquette. On a comme certitude que la classe ouvrière a de grandes qualités...

Quand je reviens en Hollande, c'est comme il y a dix ans un retour de Chine. Je suis un des rares Hollandais à être allé en Union soviétique...

Un second voyage (en 1932) renforce mon enthousiasme et l'idée qu'il faut faire des films. L'U.R.S.S. de 1932 est très pauvre, dans un isolement complet...



De gauche à droite : Hans Richter, Robert Flaherty, Joris Ivens à New-York en 1949.

misère. On a dit : ce n'est pas de l'art. Joris Ivens a été un artiste, mais il est perdu.

Quelques années plus tard, vous êtes invité aux Etats-Unis pour faire des conférences sur vos films. Comment se passe la confrontation avec ce monde qui doit être pour vous l'ennemi des U.R.S.S. ?

Je me souviens de New-York, tout en hauteur. J'ai raconté à Prévert par la suite qu'il avait des self-services, il ne me croyait pas. Il me disait : ça n'a pas d'âme, ce n'est pas la vie.

de la lutte contre le fascisme. Ils prennent des cours de marxisme en gagnant 3 000 dollars par semaine.

Quelle époque, ou pense encore à la possibilité de la révolution mondiale immédiate. C'est étrange, quand j'y repense, ces illusions au poste de commandement de toutes les actions.

Quel pays considérez-vous comme votre patrie à la fin des années 30 ? Pourquoi ne vous êtes-vous pas installé en U.R.S.S. ?

Je flottaie, j'avais perdu ma base économique, quitté l'affaire de mon père. Je ne voulais pas rester en U.R.S.S. (où j'étais allé une troisième fois). Je pense que vous avez fait votre révolution, mais ce n'est que la réalité, car le danger, c'est qu'elle se boue...

Vous n'avez pas été tenté de rejoindre le Front populaire ?

Blum avait trahi. Ce n'était pas assez de dire ça, mais c'était aussi simple. Il représentait toute la social-démocratie.

On ne peut pas tout montrer

Après Terre d'Espagne, et 400 Millions (tous deux financés par des comités d'intellectuels) on m'a commandé des films dans le cadre du « new deal ».

Je reste fidèle à mes conceptions : l'U.R.S.S. a pris un bon chemin, je parle beaucoup avec les communistes américains et je reste en contact avec la vraie émigration antifasciste (Brecht, Eisler).

La seconde guerre mondiale vous a-t-elle troublé ? Quand Hitler attaque l'U.R.S.S. en 1941, les États-Unis ne sont pas encore entrés en guerre.

Quand Hitler attaque l'U.R.S.S. en 1941, les États-Unis ne sont pas encore entrés en guerre. Ils attendront le mois de novembre, avec l'attaque des Japonais.

Un pionnier isolé en Hollande

Avant de quitter l'entreprise CAPI, quelle était votre vie ?

Je fais mon travail de chef technique dans une des boutiques de mon père, à Amsterdam. Je lis beaucoup, j'écoute de la musique, je suis pris par Stravinsky comme vous par les Rolling Stones.

L'art se développe, le cinéma fait partie de l'avant-garde. On ne pense pas à le commercialiser. Hollywood est un peu le diable de l'époque.

Je ne venais pas d'un milieu artistique, j'étais un ingénieur qui continuait l'affaire de son père. Que faire pour entrer

dans ce métier de cinéma ? Je commence par des études, des essais purement esthétiques, alors que, idéologiquement, je suis arrivé beaucoup plus loin.

Vous êtes un ingénieur, un intellectuel aussi. Quelles sont vos relations avec le parti communiste hollandais ?

Je suis proche du parti communiste, proche de l'idéologie, de la philosophie matérialiste. Mais je n'ai pas voulu assumer toutes les conséquences d'un engagement.

Chaque jour, je lis le journal communiste. Comme dans Libération aujourd'hui, on trouve des informations qu'on ne dit pas ailleurs.

Pour moi, c'est une vie complète, je suis très heureux. En 1928, je réalise une étude de mouvement, je Part, puis la Pénis en 1929, qui est encore acceptable pour mon père.

On me demande un film sur le premier plan quinquennal. Le projet est trop schématisé. Pourquoi est-ce que tu ne travailles pas sur un seul aspect ?

Je suis proche du parti communiste, proche de l'idéologie, de la philosophie matérialiste. Mais je n'ai pas voulu assumer toutes les conséquences d'un engagement.

Chaque jour, je lis le journal communiste. Comme dans Libération aujourd'hui, on trouve des informations qu'on ne dit pas ailleurs.

Pour moi, c'est une vie complète, je suis très heureux. En 1928, je réalise une étude de mouvement, je Part, puis la Pénis en 1929, qui est encore acceptable pour mon père.

l'efficacité, mais pas de tradition. Si politiquement les États-Unis étaient l'ennemi latent, on savait cependant que tout dans ce monde n'était pas si bête.

Le sentimentalisme des productions hollywoodiennes, je vous l'ai dit, nous étions contre. Hollywood, c'était donc une usine de rêves, mais quand même, sur les cinquante mille personnes qu'elle employait...

Hollywood, j'ai été accueilli par un comité de réception, avec Cromwell, Vidor, Ford, Marshall. Ils avaient vu tous mes films.

J'apprends très vite l'anglais, je m'intéresse. Je suis un des seuls à être allé à Hollywood, il est de bon ton d'être de gauche, c'est lié aux débuts

Vous étiez donc un communiste militant ?

J'étais un militant international qui s'exprime avec des films. Je n'étais pas un politique. J'étais quelquefois dogmatique dans ma conception du travail.

Je n'ai jamais aimé écrire. J'ai écrit le livre Camera and I parce que j'étais chômeur. C'était dur. Tandis que dans le cinéma, je sais, je vois tout de suite, ça est opportuniste, ça n'est pas mauvais goût.

Après Terre d'Espagne, et 400 Millions (tous deux financés par des comités d'intellectuels) on m'a commandé des films dans le cadre du « new deal ».

Après Terre d'Espagne, et 400 Millions (tous deux financés par des comités d'intellectuels) on m'a commandé des films dans le cadre du « new deal ».

Après Terre d'Espagne, et 400 Millions (tous deux financés par des comités d'intellectuels) on m'a commandé des films dans le cadre du « new deal ».

Après Terre d'Espagne, et 400 Millions (tous deux financés par des comités d'intellectuels) on m'a commandé des films dans le cadre du « new deal ».

Après Terre d'Espagne, et 400 Millions (tous deux financés par des comités d'intellectuels) on m'a commandé des films dans le cadre du « new deal ».

Après Terre d'Espagne, et 400 Millions (tous deux financés par des comités d'intellectuels) on m'a commandé des films dans le cadre du « new deal ».

Après Terre d'Espagne, et 400 Millions (tous deux financés par des comités d'intellectuels) on m'a commandé des films dans le cadre du « new deal ».

Après Terre d'Espagne, et 400 Millions (tous deux financés par des comités d'intellectuels) on m'a commandé des films dans le cadre du « new deal ».

JEANNE BUCHER 52 rue de Seine 75006 Paris - L'espace en demeure. NEVELSON VIEIRA DA SILVA ABAKANOWICZ

10^e SALON des ANTIQUAIRES 24 NOVEMBRE - 4 DECEMBRE 1978 pavillon spodex PLACE DE LA BASTILLE

SAGOT - LE GARREC 24, rue du Four (9^e) Hommage à LELIÈVRE Jusqu'à 16 décembre

GALERIE PRINCIPALE Anne Mariet AFNAN 23 novembre - 31 décembre, 13 à 19 h. 12, r. de la Ferronnerie - J., 233-12-11

COLETTE DUBOIS 322, rue Saint-Honoré (1^{er}), 260-54-83 Le Fur 16 novembre - 2 décembre

« LA DÉCOUVERTE DU CORPS HUMAIN » Exposition de KODAK PATHÉ prolongée jusqu'au 15 janvier 1979

JUSQU'AU 15 JANVIER RIGAL GALLERIE ARENELLA 10, rue Drouot - 75009 PARIS - 26 14 11

RESIDENCE INTERNATIONALE 14 passage de la Bonne-Grairie PARIS (11^e) - Tél. 353-62-99 SALON DES ŒUVRES SUR PAPIER

GALERIE VERCAMER 3 bis, r. des Beaux-Arts, 633-18-60 H. SÉJOURNET PEINTURES Jusqu'au dimanche 17 décembre

La Fil des Pierres Photographie et conservation des monuments. Exposition de Kodak-Pathe et de l'Institut Géographique National

GALERIE MARQUET 7, rue Bonaparte (9^e) - 238-74-68 ABRAM TOPOR 28 nov. - 22 déc. 14 à 19 h.

EXCEPTIONNEL TAPIS TIBETAINS ANCIENS DUFOUR antiquaire 166 boulevard du Montparnasse 75014 PARIS

GALERIE LAMBERT 14, rue Saint-Louis-en-l'Île - 75004 PARIS - Tél. : 325-14-21 Aitica VEJARANO Peintures de 7 novembre au 2 décembre 1978

ELAYO

MARIO TO... USLAR PIST...

DES SPECTACLES

Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

OPERA (773-97-50), les 29, 30, 31, 4 et 5 à 19 h. 30. Spectacle de ballets...

Les salles municipales

CRATELLET (233-40-00) (D., L.), 29 h. 30. École Noëlle...

Les autres salles

AIRE LIBRE (222-70-70), 20 h. 30. Sidé-Cité (dernière le 30).

Dans la région parisienne

ANTONY, Théâtre P-Gémier, les 30, 31 et 21 h. 30. Le Petit Maître corrigé...

Les catés-théâtres

AU BEC FIN (226-29-35) (D.), 21 h. le Grand Kozart...

LES PAUVRES GENS DOSTOËVSKI

création en France adaptation Sylvie Lusace mise en scène Pierre Della Torre

Théâtre populaire du Val de Marne

CENTRE DES LOISIRS 4, rue Froudon, 94-Champigny 706-36-43

CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS

CENTRE CULTUREL PORTUGAIS FONDATION GONCALVES 51 avenue d'Iéna - 15^e

CONFÉRENCE

de M. David Mouton Ferreira Professeur à l'Université de Lisbonne...

Danse

(Voir aussi le Festival d'Automne) PALAIS DES CONGRÈS (789-37-70)

FESTIVAL D'AUTOMNE (778-18-85)

EXPOSITION MUSEE DES ARTS DÉCORATIFS (238-35-14)

LES PAUVRES GENS DOSTOËVSKI

création en France adaptation Sylvie Lusace mise en scène Pierre Della Torre

Théâtre populaire du Val de Marne

CENTRE DES LOISIRS 4, rue Froudon, 94-Champigny 706-36-43

CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS

CENTRE CULTUREL PORTUGAIS FONDATION GONCALVES 51 avenue d'Iéna - 15^e

CONFÉRENCE

de M. David Mouton Ferreira Professeur à l'Université de Lisbonne...

Danse

(Voir aussi le Festival d'Automne) PALAIS DES CONGRÈS (789-37-70)

PRIX GEORGES MÉLIÈS

décerné par l'ensemble des membres de l'association française des critiques de Cinéma.

LE DOSSIER 51

un film de MICHEL DEVILLE d'après le roman de GILLES FERRAULT

4 dernières à BOBINO COMPLET

A PARTIR DU 12 DECEMBRE PROLONGATION EN RAISON DE L'EXTRAORDINAIRE SUCCÈS

GUY BEDOS

Comédie des Champs-Élysées 15, av. Montaigne. Métro: Alma. Tel.: 256.02.15

U.G.C. BIARRITZ (v.o.) - U.G.C. DANTON (v.o.) BIENVENUE-MONTPARNASSE - U.G.C. OPÉRA CONVENTION SAINT-CHARLES - U.G.C. GARE DE LYON

NINO MANFREDI UN FILM DE LUIGI COMENCINI LES RUSSES NE BOIRONT PAS DE COLA-COLA! Image of a man holding a large bottle of Coca-Cola.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	ANNONCES ENCADREES	La ligne	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	52,82	OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,88
IMMOBILIER	11,00	12,58	DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,88
AUTOMOBILES	32,00	36,61	IMMOBILIER	21,00	24,02
AGENDA	32,00	36,61	AUTOMOBILES	21,00	24,02
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24	AGENDA	21,00	24,02

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

emploi international



emploi régional

S.H.R.M.
Groupe international de sociétés spécialisées dans la gestion générale de camps miniers, de chantiers de construction et de bases pétrolières.

RECHERCHES
pour le Sud-Est Asiatique et le Continent Américain.

DIRECTEURS DE FILIALE
Les candidats parfaitement bilingues (anglais), de formation générale souhaitée doivent avoir une expérience dans la direction d'une entreprise et être familiers des problèmes de gestion. La connaissance de l'espagnol sera un avantage. Ils seront directement rattachés à la Direction générale du groupe à Marseille devant laquelle ils seront responsables des résultats et du développement de leur société.

Envoyer C.V. détaillé et photo à : S.H.R.M., 113, rue de l'Évêché, 13002 Marseille.

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE DISTRIBUTION AUTOMOBILE
(C.A. 200 millions de FF; filiale d'un grand groupe français) recherche

pour son Siège à ABIDJAN un

CHEF COMPTABLE

- D.E.C.S. (ou niveau) exigé.
- Expérience indispensable de 4 à 5 ans minimum en comptabilité d'entreprise ou Cabinet.
- Autorité sur toute l'activité comptable de l'entreprise (15 au bordouanes).
- Possibilité d'évolution en fonction de la réussite dans cet emploi.
- Ce poste conviendrait particulièrement à un candidat restant très prochainement au pays.

Les candidatures manuscrites avec C.V., photo et appointements actuels sont à envoyer à n° 88.840 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

IMPORTANT GROUPE au MAROC

OFFRE POSTES

- **INGÉNIEURS BUREAU D'ÉTUDES** très expérimentés pour réalisation d'installations de maintenance de produits en vrac et traitements physiques. (épierrage, criblage, séchage, lavage).
- **DESSINATEURS PROJETERES** expérimentés en mécanique et charpente bâtiment.

Conditions expatriation assurées. Traitement en fonction compétences et expérience. Durée contrat : minimum 30 mois. Possibilité carrière dans Engineering National.

Écrire sous le n° T 96.298 M à REGIE-PRESSE, 25 bis, rue Beaumur, - 75002 PARIS.

Société nouvelle spécialisée en acoustique et insolation industrielle associée d'un important groupe industriel français recherche pour son Bureau d'Études à

SAINT-NAZAIRE

INGÉNIEUR
Formation A.M. ou équivalent
Position II minimum

Connaissances d'aérodynamique et expérience dans le domaine acoustique souhaitées pour :

- études des appels d'offres ;
- propositions clients ;
- réalisations de projets ;
- conception des produits nouveaux et de série.

Appelé à la direction du B.E. de la Société, directement rattaché au Président, il devra contribuer à la création d'une équipe homogène et dynamique de techniciens, en vue d'aboutir, dans les meilleures conditions économiques et techniques, à la réalisation des projets.

Stage préalable de formation à Paris d'une durée maximale de 3 mois.

Écrire avec C.V. et références n° 88.803. Contesse Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}.

BUREAU D'ÉTUDES FRANÇAIS
recherche pour séjour longue durée en AFRIQUE OCCIDENTALE

ÉCONOMISTE

- spécialiste des études de planification en santé et/ou action sociale ;
- 30 ans minimum ;
- expérience africaine souhaitée.

Envoyer C.V. à B.P. 218, 75024 PARIS CEDEX 01 ou tél. : 223-82-54.

Organismes de Sécurité Sociale MARTINIQUE recherchant dans le cadre développement Centre informatique commun

ANALYSTES DE CONCEPTION
3-4 ans d'expérience

Bon niveau de formation technique (M.I.A.G.) pour postes de

RESPONSABLES DE PROJET dans le domaine de L'ANALYSE-PROGRAMMATION

Salaires de 8 800 à 7 200 F par 13 mois 2/2. 6 semaines de congés.

Frais de voyage et de déménagement pris en charge. Titularisation après un stage probatoire d'un an.

ÉCRIRE À :
CAISSE GÉNÉRALE DE SÉCURITÉ SOCIALE
BOITE POSTALE 576
97047 POINT-À-PÂTE CEDEX
Porter sur l'enveloppe la mention : CANDIDATURE.

Pour compléter équipe professeurs français Institut National de la recherche

INGÉNIEURS et B.T.S.
pour enseigner entretien, D.S.T., moteurs chaudières embouteillage boissons. Conditions intéressées, évents divers. Envoyer C.V. et photo n° T 9627 M - REGIE-PRESSE, 25 bis, rue Beaumur, 75002 Paris

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe ; des EMPLOIS vous attendent. Demandez le mensuel spécial MONDEMPLOIS (Serv M 90), 14, r. Clauzel, Paris (9^e)

OFFRES D'EMPLOIS entre-mers, étranger par récepteurs hétéro-modulaires, Ec. Outre-Mer Multilingue, 47, r. Richer, Paris (9^e)

Import société située en Seine-Maritime, recherche

INGÉNIEUR A.M.
ou ÉQUIVALENT.
30 a. min., expér. machines-outils, chaudronnerie et gestion informatique. Responsable du bureau d'études et de l'ensemble de son département. Env. C.V. et photo et prêtent à l'attention de M. BOULAN, 11, r. Jeanne-d'Arc, 76000 ROUEN.

Importante Société Immobilière recherche

GÉRANT
avec garanties sérieuses, ayant qualité professionnelle. Conditions essentielles Indisp. : - Qualités d'un chef d'entreprise, capable de diriger et soutenir une équipe et un ensemble d'opérations en cours. Cr. n° 8.590 - le Monde - Pub. 5, r. des Italiens, 75002 Paris-P.

Site Arts graphiques rech. pour LIMOGES

DIRECTEUR VENTES
excellent vendeur et organisateur commercial, connaît si possible imprimerie, photographie, typo, héra, formes découpe. Ecrit. Graphoform, B.P. 263 87007 Limoges Cedex.

NOVIB

Novib est une organisation privée qui, depuis 1956, est active dans le domaine du travail collectif de développement. Nos trois tâches principales sont les suivantes :

- Appui aux organisations et projets dans les pays en voie de développement qui visent à améliorer la situation des plus pauvres ;
- Informer et susciter aux Pays-Bas et dehors une prise de conscience des conditions de vie dans le tiers-monde, des causes de la pauvreté et des contributions possibles vers une solution ;
- Pression politique sur le gouvernement néerlandais et conduire une politique qui fera droit aux pauvres du tiers-monde.

Les activités de Novib se sont considérablement accrues durant ces dernières années. Un nombre toujours plus grand d'organisations et de groupes du tiers-monde font appel à Novib via le programme de co-financement et les actions Novib telles que « Un hôte à table ». Il y a une place vacante dans la section Projets pour

UN COLLABORATEUR AUX PROJETS EN AMÉRIQUE LATINE

Il sera chargé :

- des arrivées, des affaires administratives et de traiter les demandes en provenance d'Amérique latine ;
- de cojuger les propositions de projets ;
- d'accompagner l'exécution des projets.

Les collaborateurs de la section Projets sont régulièrement en voyage de services pour solliciter les relations avec les organisations aidées par Novib, pour proposer des projets, évaluer les projets en exécution et établir de nouveaux contacts. Les collaborateurs sont supposés fournir un apport réel à la formation de la ligne d'action de la section Projets et de Novib en général et de participer régulièrement aux activités organisées par les autres sections (telles que Informations et Travaux sur le terrain) dans le domaine de l'éducation du développement aux Pays-Bas.

Pour les fonctions ci-dessus, nous désirons une personne qui a :

- une éducation académique ou supérieure centrée sur les problèmes du tiers-monde ;
- une bonne connaissance de l'Amérique latine et des développements actuels dans les domaines sociaux et politiques ;
- une connaissance de l'économie de développement ;
- une expérience pratique dans des organisations de base en Amérique latine ;
- une maîtrise de la langue espagnole écrite et parlée ;
- une affinité pour le travail en équipe ;
- et qui n'a pas d'objections contre le travail administratif et de bureau.

Les intéressés doivent adresser une lettre de postulation avec le 15 décembre 1978 à l'adresse suivante : Secrétaire général de NOVIB, Drs. S.J. Theunis, Amalistrat 5-7, 2514 JC Den Haag, Pays-Bas. Pour plus d'informations : 3170-824081, appareil 46.

nederlandsche organisatie voor internationale ontwikkelingsamenwerking nonlostrand 5-7, 2514 JC den haag, holand telefoon 070-624081

emploi international

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Rubrique des évidences parfois perdues de vue.

Les offres d'emploi du Monde attirent les passionnés de l'entreprise.

Les conditions modernes de l'activité professionnelle impliquent, pour les responsables, une ouverture à tous les domaines touchant à l'entreprise.

Gardant le contact avec le monde contemporain pour mieux assurer une évolution satisfaisante de leur carrière, ils se passionnent pour tout ce qui peut contribuer au développement de l'entreprise.


Pour être "à jour", ces cadres ont besoin d'une information quotidienne solide et complète. Rien d'étonnant si, pour cela, ils sont fidèles lecteurs du Monde. Rien d'étonnant non plus s'ils se sentent directement intéressés par ses offres d'emploi. C'est là qu'ils peuvent trouver des annonces à leur niveau.

(à suivre)

Le niveau Monde est bon à prendre à tous les niveaux.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

De Hoop faisant partie de Groupe « REED INTERNATIONAL » produit et fabrique des matériaux d'emballage. En plus, nous solutionnons les problèmes d'emballage les plus complexes. Notre programme de production comporte entre autres : la fabrication de papier, de carton ondulé ainsi que le carton « Fl-flor », carton compact à haute résistance. Une large expérience garantit l'excellente qualité de nos produits, également dans nos fabrications massives et de grandes séries. Dans nos Usines de Erbeek, Zurbelen, Tilburg et Zandvenen nous employons environ 1250 personnes. Dans le domaine de l'emballage, nous occupons dans le BENELEX une position importante.



Pour la vente de notre carton ondulé « Qualités à Hautes Résistances » nous recherchons à bref délai :

un **collaborateur commercial**

Sa mission consiste, dans la région Parisienne et le Nord de la France, en la commercialisation de nos produits, aux transformateurs et industriels qui, par la nature de leur article, imposent de hautes performances à leurs emballages.

Il aura à devenir un spécialiste de l'emballage industriel, afin de pouvoir assurer à notre clientèle des conseils et contacts permanents.

Nous demandons : des études de niveau secondaire, une pratique courante de la langue Anglaise et un dynamisme commercial confirmé. Il pourra compter sur tout l'appui d'une entreprise moderne.

Si vous êtes intéressé, écrivez sans tarder au Département du personnel de : Papierfabriek De Hoop H. Bos & Zonen B.V., Caldenhoveseweg 130, Erbeek/Nederland, Département Grand Emballage.

ingénieurs d'études

La Compagnie Internationale pour l'Informatique Cii Honeywell Bull recherche **des ingénieurs**

Ingénieurs Grandes Ecoles débutants ou possédant une première expérience dans les domaines suivants :
- développement de LOGICIEL,
- développement logique MICROPROGRAMMATION.

Ils seront intégrés dans les équipes responsables de la conception et de la réalisation des futurs grands et moyens systèmes développés par la Compagnie.

Lieux de travail : PARIS 20^e, LOUVECIENNES ou LES CLAYES-SOUS-BOIS (78).

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous la référence M 07, à Cii Honeywell Bull, Dir. du Personnel G.T.V.R.P./11054 D, 94, avenue Gambetta, 75020 Paris. **Cii Honeywell Bull**

banque

REPONSE

INSPECTEURS ITINERANTS

pour ses agences et filiales à l'étranger **CLASSE V ou VI**

- Diplômés d'une grande Ecole (HEC, ESSEC...) ou de l'enseignement supérieur ;
- Bonnes connaissances de la langue Anglaise et en Informatique appréciables ;
- Expérience de 5 ans minimum dans les domaines comptable, opérationnel et commercial ;
- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Aptitude au contact humain, objectivité de jugement ;
- Disponibilité pour voyages fréquents.

Ecrire avec C.V., manuscrit, photo et prétentions sous réf. 5052-M à I.G.A. qui transmettra.

I.G.A. International Classified Advertising, 3, rue G. WAUTEVILLE - 1050 - PARIS

Le groupement réseaux et centres de commutation du CNET à ISSY-LES-MOULINEAUX recrute des **INGENIEURS** de haut niveau, de formation universitaire ou issus de **GRANDES ECOLES (X, ENST, SUP. ELEC, SUP. AERO, CENTRALE)**

Pour participer à des activités d'étude et de recherche sur les systèmes et les réseaux de télécommunication. Ces études mettent en application les techniques de l'électronique, de l'informatique et de la recherche opérationnelle.

Les postes à pourvoir concernent les activités suivantes, (plusieurs postes à pourvoir par activité) :

- La spécification et/ou la validation de systèmes de commutation à programme enregistré.
- L'étude d'un nouveau réseau de signalisation par transmission de données (canal sémaphore).
- L'étude d'un réseau d'exploitation technique et de systèmes de maintenance.
- L'étude de méthodes nouvelles de conception des logiciels opérationnels temps réel.

La préférence sera donnée aux candidats ayant de solides connaissances en système de télécommunication, en particulier en commutation téléphonique et en télé-informatique.

Une expérience professionnelle dans les techniques à mettre en œuvre ou dans des domaines connexes sera également appréciée.

Adresser les candidatures avec C.V. détaillé, références de l'activité choisie (A, B, C, ou D) photo, numéro de téléphone si possible et prétentions à :

CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
Groupement R.C.C.
38 - 40, rue du Général LÉCLERC
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

Société de biens d'équipement en développement rapide (C.A. 1978 : 500 Millions) étioffe son service

Recrutement et recherche un **PSYCHOLOGUE**

pour lui confier le recrutement d'employés, techniciens et cadres, il sera responsable de l'ensemble des opérations, de l'analyse de la demande à l'engagement des candidats.

Nous demandons une solide formation (psychologie industrielle), une première expérience de 2 ou 3 ans dans la fonction, et un intérêt marqué pour le secteur industriel.

Les possibilités de carrières sont réelles. Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Pour un premier contact, adressez Curriculum Vitae et photo à n°6508 CQFAP 40, rue de Chahryl 75010 PARIS. Qui transmettra.

emplois régionaux

Très importante société de stature internationale recherche à engager rapidement dans le cadre du développement de l'une de ses unités :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Susceptibles de devenir rapidement RESPONSABLES de PROJETS dans la conception et la suite d'installations thermiques et frigorifiques de caractère industriel dans les activités :

- conditionnement d'air ;
- agro-alimentaires ;
- chimiques et connexes.

Les candidats à ces postes auront 5 à 10 ans d'expérience pratique dans l'une ou l'autre de ces spécialités, une bonne connaissance technique, des qualités de contact commercial et un intérêt certain pour les problèmes de gestion. La connaissance aussi bonne que possible de l'anglais est nécessaire et d'autres connaissances linguistiques seraient appréciées.

Possibilités d'évolution intéressantes.

Lieu de travail : région LOIRE ATLANTIQUE

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo n° 88.807, Cooteuse Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE LEADER DE SA BRANCHE INDUSTRIE MECANIQUE, GRANDES SÉRIES

recherche pour l'une de ses unités de production dans ville importante à 150 km au sud de Paris (500 personnes)

ingénieur responsable de la gestion de production

Directement attaché au Directeur de l'usine et en liaison avec les Responsables des Services Techniques, Fabrication et Commercial, il aura à diriger et à organiser les équipes, les approvisionnements, la gestion des stocks, l'ordonnement et le lancement, le suivi des fabrications dans les ateliers. Le système est informatisé.

Souhaitons candidat diplômé d'une école d'ingénieurs (A.M., ENSI, etc...) ayant environ 3 ans d'expérience de fabrications de série, si possible dans industrie mécanique.

Adresser CV et prêt. sous réf. ZBN234, 69, rue de Monceau 75008 PARIS. Porteur pour la France et Consult-Enr

THOMSON-CSF

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE

recherche pour développement important en informatique distribuée et interactive :

- Chefs de Projets
- Analystes et Analystes-Programmeurs
- Programmeurs
- Ingénieurs Système

Pour chacun de ces postes, un goût de la rigueur et de la méthode est indispensable ainsi que le désir d'approfondir son expérience en s'intégrant dans des équipes travaillant sur des projets de pointe.

Il sera apprécié une expérience dans l'une ou l'autre des spécialités suivantes :
- système transactionnel sur ordinateur moyen ;
- système de gestion de base de données ;
- analyse structurée ;
- programmation structurée ;
- informatique industrielle ;
- informatique commerciale ;
- informatique administrative et comptable.

Adresser C.V. sous réf. 887 à Créations Deopline, 41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

DIRECTEUR ADJOINT D'USINE

150.000 F

Une société française, filiale d'un des principaux groupes industriels français, spécialisée dans la fabrication de composants électroniques, recherche le Directeur Adjoint de l'une de ses usines (700-800 personnes), sous l'autorité du Directeur de l'usine, il coordonnera l'activité des services généraux - entretien, bâtiment, V.E.O. sécurité - avec les services de production, indépendamment de l'aspect technique. Il participera à la définition des programmes de fabrication dont il veillera à l'ordonnement en fonction des plans de charge des différentes lignes de produits. Il participera à l'élaboration des budgets et au suivi des investissements. Le candidat retenu aura au moins 45 ans, une formation ingénieur et possèdera au minimum 15 ans d'expérience de la fabrication en série de produits à caractère technique. Area travail posté et personnel à majorité féminine. Ecrire sous la référence 308 M à :

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Ville de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE (Bouches-du-Rhône) recrute **ANIMATEUR (TRICIE) polyvalent** Maison des Jeunes. Env. C.V. à M. le Consul-Enr. Hôtel de Ville, 13200 Port-Saint-Louis-du-Rhône. Recommandations pour Bureau d'Etudes Orléans.

ATS ÉLECTRONICIEN ayant expérience en années Études sur circuits analogiques. Ecr. Havas Orléans n° 281 561

ARCHITECTE à BRESC recherche EXCELLENT **INSPECTEUR DE TRAVAUX** Evoluer poste chef d'agence Retenue au rapport. Ecr. av. lettre manuscrite photo et C.V. n° T 0978 M. Regie-Press, 85 bis, r. Réaumur 75003 Paris qui transmettra.

Recherche pour secteur grande banlieue parisienne **JURISTE en DROIT des SOCIÉTÉS** expérience minimum indispensable.

Envoyer candidature et C.V. à n° T 0977 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75003 Paris.

MSL

73, Bd Haussmann 75008 PARIS Tél. 266.04.83
11, pl. A. Briand 69003 LYON Tél. (78) 62.03.33

CHEFS D'AGENCE

130 000 F. Electronique Province

Appartenant à un groupe multinational, une société française fabriquant des matériels et systèmes électroniques de haute technicité, recherche dans le cadre de son expansion plusieurs chefs d'agence. Ceux-ci responsables sur leur secteur d'un chiffre d'affaires de l'ordre de 10 millions de francs, dirigeront une vingtaine de personnes chargées de commercialiser, installer et assurer la maintenance de matériels et de réseaux de radio-communications et assureront la gestion complète de leur centre de profit. Agés d'au moins 32 ans, de formation supérieure, de préférence ingénieurs électroniciens, ils auront occupé des fonctions commerciales impliquant l'animation d'équipes de vente dans le domaine d'équipements électroniques. La fonction requiert des qualités de gestionnaire, d'organisateur et de négociateur. Les postes sont à pourvoir dans des villes très importantes. Ecrire à Y. Blanchon Réf. B.S.287.

RESPONSABLE COMPTABILITE

100 000 F. Paris

Une entreprise française réalisant des équipements de haute technicité et travaillant sur plusieurs pays, recherche un responsable de comptabilité. La fonction, qui comprend l'animation d'un groupe de 7 personnes, inclut la supervision de la comptabilité française, la mise en place des comptabilités dans les pays considérés, la consolidation des différentes comptabilités, l'élaboration des états financiers mensuels et annuels par contrat. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, sera titulaire du D.E.C.S. ou diplômé d'une école supérieure de commerce, parlera couramment anglais et possèdera une expérience de comptabilité anglo-saxonne d'environ 5 ans. Ecrire à MSL. Réf. M 184.

Pour chacun de ces postes adresser un Curriculum Vitae en spécifiant bien la référence. Pour l'annonce portant la référence B aucune information ne sera transmise sans l'autorisation préalable des candidats donnée à la suite d'un entretien personnel avec le consultant. Pour l'annonce portant la référence M les réponses seront transmises directement à notre client pour suite à donner sans l'enveloppe porte la mention « Conditions » signifiant que la lettre porte en tête la nom des sociétés auxquelles elle ne doit pas être communiquée.

GE AUTO
ING TECHNICO

CHEF DU PERSO
Assistant du Dir
des Relations Sc

SODECI

SAGA TRANSPORT

IN ALDITTEUR
INTERNE SEM

GROUPE MACHETTI
Organisation et Inform

Analistes Programm

ingénieur métallurg

مركز ابحاث

A PROPOS DE...

UNE CONTESTATION A BRUNOY

Tempête autour du commissaire

Dans les grands ensembles urbains de banlieue, la « revendication de sécurité » n'est pas moins vive chez les habitants que celles qui concernent les transports, l'animation, l'emploi, le cadre de vie. Et pourtant, la création d'un commissariat de police à Brunoy, dans l'Essonne, suscite de vifs débats.

Assurément, les habitants copropriétaires de la résidence Talma — un grand ensemble de mille logements, à Brunoy — ne s'inquiètent guère pour leur sécurité. La preuve : ils refusent avec véhémence le commissariat de police intercommunal, intéressant cent mille personnes, que l'administration veut leur imposer à la place d'un des immeubles qui restent à construire le long d'une rocade à forte circulation. Ce qu'ils craignent et dénoncent, ce sont « les activités » bruyantes que peut engendrer ce commissariat, notamment les passages de voitures lourdes qui restent à construire le long d'une rocade à forte circulation. Ce qu'ils craignent et dénoncent, ce sont « les activités » bruyantes que peut engendrer ce commissariat...

« Tout s'est fait sans que nous ayons été consultés, affirmait-il. Il y a eu des irrégularités dans la demande de permis. Le prix du terrain a été répercuté dans celui des appartements que nous avons achetés. Or la dernière tranche de constructions ne pourra se faire qu'avec l'accord des autres copropriétaires ; rien ne peut donc être fait sans notre assentiment. » Comme gage de leur bonne volonté, ils proposent de déplacer le commissariat de l'autre côté de la rocade, sur un terrain qui doit être aménagé.

STÉPHANE BUGAT.

URBANISME

AU CONSEIL RÉGIONAL DE L'ÎLE-DE-FRANCE

Priorité à la construction des crèches

Le conseil régional d'Île-de-France s'est réuni, mardi 28 novembre, afin de décider de la remise à jour du Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), et de la politique d'aide aux crèches.

Le conseil a adopté à l'unanimité la proposition de M. Michel Girard (R.P.R.) et du bureau de l'Assemblée qui, constatant la stabilisation de la démographie régionale et l'évolution des besoins de l'Ile-de-France, avait demandé la révision du schéma directeur adopté en 1965. Au cours du débat, M. Jean-Pierre Ferland (P.C.F.) a notamment déclaré : « Nous refusons la politique qui jusqu'ici a conduit au développement de notre région et particulièrement au déficit de son potentiel industriel. La décentralisation volontariste se poursuit encore sous le couvert de la D.A.T.A.R. Elle toucherait maintenant le secteur des emplois de bureau. Elle ajoute ses effets nocifs aux effets généraux de la crise qui frappe l'ensemble des régions du pays. »

« D'autre part, a ajouté M. Périé, nous avons constaté au cours d'un récent débat, que celui de la part de l'Etat et de la commune, ce qui se traduit par une dégradation des programmes n'est pas satisfaisant. Les programmes n'ont été réalisés qu'à 68 % en 1976, 59 % en 1977, 50 % pour les six premiers mois de l'année 1978. Il a même été indiqué qu'il n'y avait eu aucune réalisation pour l'année 1978. »

Au nom des socialistes, M. Paul Quilès a souligné la nécessité d'un engagement financier important de la part de l'Etat, et ce pour tous les grands équipements dont la réalisation serait décidée à l'occasion de la révision.

D'un autre côté, le conseil régional a décidé de continuer sa poli-

TRANSPORTS

40 hectares supplémentaires

de terre-pleins industriels au port de Cherbourg

De notre correspondant

Cherbourg. — Une subvention de 28 millions de francs va être accordée au port de Cherbourg pour terminer une digue de protection inachevée entre les deux basses de la rade. Cette digue, longue de 1,2 kilomètre, avait été commencée en 1950. Ce nouveau coup de pouce des pouvoirs publics pour l'équipement portuaire arrivera toutefois deux ans après le versement de 3 millions attribués dès cette année pour continuer les travaux. La digue qui sera longue de 1,2 kilomètre, permettra de doubler les emplacements de stockage des marchandises. Elle sera longue de 1,2 kilomètre, permettra de doubler les emplacements de stockage des marchandises.

Les 28 millions de crédits d'Etat (17 en 1979 et 11 en 1981) permettront d'achever la digue des Flamands qui, actuellement, occupe un tiers de la rade. Elle sera longue de 1,2 kilomètre, permettra de doubler les emplacements de stockage des marchandises.

RENÉ MORAND.

TOURISME

Le « Francis » à Montréal

Les rumeurs sur le transfert du paquebot Francis à Montréal, où il serait transformé en hôtel et en salles d'exposition de produits français (Le Monde, 26 et 29 novembre), ont été confirmées. Le ministre canadien des travaux publics, M. ...

En outre, les hôtels de Montréal craignent que leurs établissements ne souffrent de l'installation du paquebot dans le port. A court terme, cela augmentera les capacités hôtelières de la ville, qui est déjà saturée.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS MÉTÉOROLOGIE

PROBLEME No 2243. 1 2 3 4 5 6 7 8 9. HORIZONTELEMENT. I. On n'a pas besoin de compter quand elle est honnête. — II. Qui a fait l'objet d'une citation; Circulant à Rome. — III. Est plus grasses que le chapon. — IV. Qui a donc été dénoncé. — V. ...

SITUATION LE 29. 11. 78 A 0 H G.M.T. PREVISIONS POUR LE 30. 11. 78 DÉBUT DE MATINÉE. Evolution probable du temps en France entre le mercredi 29 novembre à 0 heure et le jeudi 30 novembre à 24 heures. Les perturbations océaniques attendues d'un côté, le régime de la France demeurera sous l'influence de l'air froid dirigé par les basses pressions de Méditerranée et d'Europe centrale.

Circulation. UN PLAN ANTIBROUILLARD EXPERIMENTAL EN GIRONDE. En Gironde, sera expérimenté, à partir du mois de décembre, un « plan antibrouillard » lancé par la délégation à la sécurité routière et financé par la direction des routes du ministère des transports.

Solution du problème n° 2242. Horizontalement. I. Parfidie. — II. Aère. — III. Sottisier. — IV. Tressés. — V. Ede. — VI. Risibles. — VII. In. — VIII. Eau. — IX. Agité. — X. Ultime. — XI. Cher. — XII. Usé.

ENVIRONNEMENT

SOUTIENS AUX PAYSANS DU LARZAC

M. Paul Quilès, député du treizième arrondissement de Paris (P.S.), a protesté au nom de son groupe, mardi 28 novembre à l'Assemblée nationale, contre l'interdiction faite aux paysans du Larzac de défilé dans Paris. Pour le député, ce refus est d'autant moins compréhensible que les agriculteurs, s'affrontant non-violents à cette interdiction, ont été victimes de violences. M. Quilès, a déclaré, a déclaré M. ...

De son côté, le comité de défense du Larzac de Millau (Aveyron) estime, dans un communiqué, que « l'extension du camp accélère la désertification économique de la région et empêche de plus en plus qu'une terre d'extrême valeur aux champs militaires et aux industries de loisir ». En interdisant la manifestation, poursuit le communiqué, on empêche les agriculteurs de manifester leur mécontentement. M. Quilès a déclaré, a déclaré M. ...

Enfin, dans une interview publiée par l'Économiste du mercredi 22 novembre 1978, M. Louis Ballot, membre du comité central du P.C., responsable de la commission de défense, définit la position de son parti : « A priori, dit-il, nous ne sommes pas contre l'existence d'un camp au Larzac. Nous avons questionné le pouvoir pour savoir si l'extension du camp était nécessaire. Il s'est refusé à nous répondre à toute explication. Dans ces conditions, nous considérons que le mouvement des paysans est parfaitement juste et nous le soutenons. »

Journal officiel. Sont publiés au Journal officiel du 29 novembre 1978 : DES DECRETS. Complément du décret du n° 62-261 du 10 mars 1962 relatif aux mesures prises pour l'accueil et le reclassement professionnel et social des bénéficiaires de la loi n° 61-1423 du 30 décembre 1961.

La poste et les « Larzacs ». — Dans votre rapport de la marocaine à travers l'Aveyron (Le Monde du 21 novembre), nous avions fait état, au conditionnel, de nouvelles créations de postes au Larzac. ...

INVESTISSEZ EN BEAUTE... JEAN MICHEL. DIAMANTS, EMERALDES, RUBIS, SAPHIRS. 100, rue de la Harpe, 75004 Paris.

vente d'aujourd'hui dans votre boutique. PROBLEMES ANTIQUES. LA MONTAGNE (Larzac). COMMUNICATION.

مركز العمل

LE QUARANTIÈME CONGRÈS DE LA C.G.T.

Plusieurs délégués réclament une meilleure représentation des courants non communistes

Grenoble. — Une mutation indéfinissable se confirme au congrès que tient la C.G.T. à Grenoble. La première journée d'intervention des délégués de la base, lundi 27 novembre, avait été un peu romanesque, et l'on pouvait se demander si les syndicats, auxquels la parole était donnée dans tout le cérémonial du congrès, n'allaient pas revenir au conformisme antérieur.

Des militants, des responsables connus, au nom d'organisations importantes, tout en prenant le soin de préciser que parmi leurs mandats les avis sont nuancés et même parfois opposés, sont venus confirmer positivement ce qui avait été écrit par des gens isolés ou des groupes de discussions variables. Cette fois, ils avançaient un peu plus ce qui devient pour eux des points de non-retour vers l'adaptation, la démocratisation de leur centrale, après le douloureux réveil de l'échec de la gauche.

Quelques-uns de ces exposés ont été particulièrement caractéristiques : ainsi Mme Jeanne Parent (UGICT cadres), l'une des premières, au mois de septembre, dans « Le Peuple », à réclamer des tribunes libres dans la presse confédérale et à se plaindre de l'emprise exercée par les communistes, est revenue récemment à la charge. « Pendant cinq ans, dit-elle, nous nous sommes trop souvent contentés de répéter la formule magique : programme commun. Il ne sera plus possible de rééditer une telle attitude. (...) Le débat doit continuer dans notre presse, mais aussi de vive voix, pas seulement dans les commissions exécutives, mais le plus possible à la base. Nos camarades n'acceptent plus et ils ont raison, d'être utilisés seulement comme des distributeurs de tracts. Ils aspirent à être pleinement d'accord avec les textes distribués, dans à discuter des positions qui y sont prises ».

L'indépendance politique

« Les prises de position de la C.G.T. lors des législations ont provoqué de vives réactions, déclare M. Pierre Fenilly (Syndicat des journalistes C.G.T.). Des camarades ont eu l'impression que la C.G.T. se servait de leur poids et de leur mesure selon qu'elle jugeait le parti communiste et le parti socialiste (...). A la suite de l'intervention du secrétaire général à Gentilly, certains ont demandé le non-cumul des mandats politiques et syndicaux. Cette proposition a été rejetée à la quasi-unanimité de notre syndicat, parce qu'il serait

Tout au contraire, devant un parterre de près de deux mille personnes (dont quatre cents invités), un bon nombre de congressistes ont repris les critiques formulées lors de la phase préparatoire du congrès. Il les ont développées et accompagnées de conclusions et de suggestions concrètes.

De notre envoyée spéciale

« On a vu que le secrétaire général soit le seul militant de la C.G.T. à ne pouvoir exercer des responsabilités politiques : parce que si ce principe était appliqué à tous les niveaux de l'organisation, celle-ci perdrait vraisemblablement d'importantes forces militantes qui font précisément sa richesse. » Mais d'ajouter aussitôt : « Pour des millions de travailleurs, Georges Ségué est d'abord et avant tout le secrétaire général. Lorsqu'il agit, lorsqu'il parle, c'est au nom de la C.G.T. En conséquence, son intervention à Gentilly a été désapprouvée par de nombreux camarades et nous a valu des critiques acerbes chez nos sympathisants. »

« Au sujet de la proposition de M. Ségué visant la création d'un comité d'unité national, M. Fenilly affirme : « Ces sortes d'organisations syndicales qui nous boycottent temporairement ou depuis toujours ne feront pas un pas vers nous si, auparavant, nous n'avons pas fait un pas vers elles. »

Cinq cents démissions

Si ces deux orateurs sont connus pour leur appartenance au parti socialiste, cela n'est pas le cas de M. Maurice Fioquet, secrétaire général du Syndicat des Imprimeurs (S.I.M.). Cinq cents démissions depuis le début de l'année et trois mille cotisations non recouvrées par rapport à l'année dernière sur vingt-huit mille adhérents sont les conséquences du profond mécontentement suscité par l'attitude de la C.G.T. durant la campagne électorale. M. Fioquet parle lui aussi du bruit qui provoque le discours de Gentilly, le contenu de l'accord du 13 mars entre les partis de gauche. « Dans l'ensemble, dit-il, les camarades qui critiquent la direction confédérale estiment qu'elle porte une part de responsabilité dans l'échec de la gauche au printemps dernier. »

Se refusant à toute « neutralité stérilisante » et réaffirmant la nécessité de la représentation de toutes les opinions, M. Fioquet déclare cependant : « Tous les camarades engagés politiquement qui seront élus à la commission exécutive confédérale ne doivent pas se considérer, ni se comporter, comme représentants d'un courant politique mais comme défendant les idées de la C.G.T. »

Sur un autre ton, M. Jacques Toublet (Syndicat des correcteurs) reproche lui aussi à la di-

rection confédérale de s'être « alignée sur les positions électorales du parti communiste », et à M. Georges Marchais son ingérence dans la grille du « Parisien libéré ». Provoquant des sourires en disant au passage qu'il serait légitime que certains dirigeants retournent à la production de temps en temps, M. Toublet évoque lui aussi le cumul des mandats politiques et syndicaux puis « la lutte du Larzac », le « socialisme productiviste et centralisateur », la répression antisyndicale et anti-ouvrière, avant d'en venir à la solidarité internationale par la voix des ouvriers qui en U.R.S.S. « ont organisé ou tenté d'organiser un syndicat indépendant de l'Etat et du parti communiste ». Et le correcteur demande au congrès « d'exiger des autorités soviétiques la libération de Khabonov et de ses camarades ».

« Aucun contact officiel n'a encore été pris au sujet de la création d'un comité national d'unité d'action avec les dirigeants de la C.F.D.T., de la F.N. et de P.O. », a dit M. Warcholek, secrétaire confédéral, car il convient d'attendre que le congrès ait approuvé le projet de M. Ségué. Celui-ci, avant de s'adresser aux éventuels participants des autres confédérations, de savoir si avant toute chose destiné aux troupes cégétistes elles-mêmes, afin de réchauffer la dynamique unitaire ?

JOANINE ROY.

Une ouverture réfléchie mais lente

Grenoble. — Bâtisse d'aujourd'hui soir, élu mardi matin. Comment expliquer que deux des trois candidats individuels aux commissions d'action et d'orientation, qui n'avaient pas reçu l'approbation du congrès lors du vote à main levée dimanche après-midi (le Monde du 28 novembre), aient obtenu finalement la majorité des voix, après un laborieux décompte manuel qui a duré lundi toute la journée et n'a été porté à la connaissance du congrès que mardi midi ? L'histoire de ce vote est révélatrice à la fois du vent nouveau qui souffle à Grenoble, mais aussi des difficultés que rencontre l'équipe nationale de la C.G.T. pour faire entrer dans les mœurs ce qu'on appelle l'ouverture du syndicat à toutes les opinions qui le traversent.

A l'annonce déjà surprenante en elle-même dans un congrès C.G.T. de candidatures individuelles, celles de M. Panthou et Parcube qui, sans précautions manouvrières avaient franchement laissé transparaître leur esprit contestataire, un nombre certes non négligeables de délégués s'étaient prononcés à main levée pour la participation de ces tribunaux aux travaux des commissions. Il s'agissait déjà là d'un fait nouveau. Mais la réaction spontanée de la majorité des délégués avait été hostile à des candidatures jugées incongrues, provocantes ou, en tout cas, inhabituelles. Autant le vote à main levée sur la cas Panthou paraissait inévitable, autant celui concernant M. Parcube se révélait nettement négatif.

Or, plus de vingt-quatre heures après l'annonce que les opposants et abstentionnistes devaient faire connaître par écrit leur vote, la commission des mandats faisait savoir que les deux candidats étaient élus et, paradoxalement, le deuxième (sept cent quatre-vingt-un pour, six cent

De notre envoyé spécial

cinquante-trois contre, cent trente-cinq abstentions pour M. Panthou, huit cent quatre-vingt-douze pour, cinq cent cinquante-quatre contre, cent vingt et une abstentions pour M. Parcube).

Conversion salutaire ? Certes, on peut ironiser sur cette curieuse manière de voter, voire de revoter, mais il ne faut pas oublier que la C.G.T. n'a pas voté qu'une première. Dans le passé, les candidats aux commissions proposés par le bureau après consultation des fédérations ne faisaient pas l'objet de contestation et, lorsque les habitudes sont boucées, la machine, aussi bien huilée soit-elle, grince toujours quelque peu. Certes, on peut aussi ironiser sur le décalage manifeste entre le vote à main levée et les résultats officiels, mais au-delà de la méthode de consultation, il faut surtout revenir de cette histoire que, après une réaction spontanée d'hostilité, des délégués, fidèles disciples de l'unionisme, ont accepté de réfléchir, de digérer la discussion de leur secrétaire général et de jouer le jeu de l'ouverture.

Cependant, l'opinion doit savoir comme nous le déclareront des cégétistes de diverses tendances, qu'il n'y aura pas de miracle à Grenoble. L'esprit nouveau qui souffle de haut au bas dans les instances dirigeantes est trop récent pour modifier soudainement le comportement des congressistes. Les délégués de syndicats, de fédérations sont, en majorité écartés, des communistes et ils ne peuvent pas pour des raisons politiques sans doute, mais surtout psychologiques et même purement techniques, élargir du jour au lendemain les commissions exécutives, qu'elles soient nationales ou fédérales, à des non-

communistes. Un congrès se prépare longtemps à l'avance et le choix des hommes, la répartition des mandats ne datent pas d'hier. Les communistes favorables à l'ouverture prêchent la patience — l'évolution s'en fait-elle ne peut-être que lente — mais les autres, réalistes, demandent cependant que l'ouverture soit accélérée. Comme l'a déclaré une nouvelle étoile montante d'obédience socialiste, Mme Jeanine Parent, « le quarantième congrès constitue un bien faible déblocage : il ne suffit pas de parler d'ouverture, il faudra, au lendemain du congrès, la pratiquer ».

JEAN-PIERRE DUMONT.

A Rouen

DES GRÉVISTES DEVRONT PAYER DES NON-GRÉVISTES

Six syndicalistes, membres de la C.G.T., ont été condamnés, lundi 27 novembre, par le tribunal de grande instance de Rouen à payer près de 20 000 F à vingt-quatre salariés de leur entreprise, la Sodipac — une usine de papier carton — à Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime). Après une grève avec occupation des locaux du 22 septembre au 1^{er} octobre dernier, la direction avait refusé de régler le salaire des non-grévistes. Vingt-quatre d'entre eux, sur cent cinquante-trois, avaient porté l'affaire devant la justice, demandant aux grévistes réparation du préjudice subi.



Rembrandt, 'Autoportrait' (1631), Rijksmuseum, Amsterdam.

Le pays de Rembrandt est le pays de la Rabobank.

Rembrandt trouva son inspiration en Hollande et cependant son art est universel. La Centrale Rabobank trouve aussi son inspiration en Hollande... et cependant elle étend de plus en plus ses services au monde entier.

Forte de son expérience dans le domaine agricole, la Centrale Rabobank cofinancie un groupe coopératif de banques qui compte plus de 3100 établissements et dont le bilan 1977 est supérieur à 61 milliards de florins hollandais (plus de 26 milliards de dollars U.S.). Elle n'est pas seulement l'une des plus importantes banques de Hollande et l'une des 30 plus importantes dans le monde, c'est une banque qui plonge profondément ses racines dans presque tous les secteurs de la vie économique néerlandaise.

La Centrale Rabobank offre maintenant une gamme complète de services bancaires dans le monde entier. Pour accélérer cette expansion, elle a participé récemment à la création du 'Unico Banking Group', qui l'unit à 5 autres banques coopératives

parmi les plus importantes d'Europe. Ajouté au soutien de la London and Continental Bankers Ltd., ceci lui permet d'offrir localement à ses clients internationaux un service sans égal.



Enfin, elle est active sur le marché des Euro-monnaies et Euro-obligations. Ses transactions internationales dans le domaine des devises étrangères et des Euro-crédits ainsi que sa participation à de nouvelles émissions se sont considérablement accrues.

Centrale Rabobank International Division, Catharinesingel 20, P.O. Box 8098, Utrecht, Pays-Bas, Téléphone 030-362611 Telex 40200.



Le Maître Hollandais en matière de Banque.

en vente aujourd'hui dans votre kiosque

PROBLEMES ECONOMIQUES

FRANCE Questions Internationales

LA DOCUMENTATION FRANCAISE

COMMUNICATION de l'Office National Hellénique du Tourisme Athènes (Grèce) L'Office National Hellénique du Tourisme désire promouvoir une région administrative dite à Anavyssa, dans l'Attique. Toute personne désireuse de prendre en charge sa mise en valeur touristique peut obtenir des renseignements auprès de l'Office National Hellénique du Tourisme, Direction 8/2 (bureau 508) 2, rue Amaltheia, ATHÈNES 103 (GRÈCE). Les propositions devront être déposées et lues, émanant d'individus, dans les 60 jours à compter de la date de parution de la présente communication.

ETES-VOUS CAPABLE de devenir un as de la Bourse?

O'accord, grâce à la loi Monory vous allez déduire 5.000 F de votre revenu imposable de 1978. Un mois encore pour acheter vos actions... Vous avez répondu parfaitement à toutes les questions des deux premiers jeux-tests du JOURNAL DES FINANCES : alors ? c'est tentant d'aller plus loin, mais jusqu'où ? Si vous répondez au troisième jeu-test du 30 Novembre dans le JOURNAL DES FINANCES, c'est que vous êtes déjà sur le bon chemin pour devenir un as de la bourse... avec l'aide du JOURNAL DES FINANCES.

Le JOURNAL DES FINANCES vous offre ce dont vous avez besoin, informations et conseils :
- information complète et fiable sur la vie économique et financière ;
- conseils pour gérer et faire fructifier votre patrimoine ;
- "conseil confidentiel" : oui, le JOURNAL DES FINANCES propose gratuitement à ses abonnés ce service personnalisé et confidentiel pour résoudre leurs problèmes.
Chaque jeudi, lisez le JOURNAL DES FINANCES !

JOURNAL DES FINANCES
En vente chaque jeudi, 5 F, dans les kiosques et les librairies.
Pour recevoir gratuitement nos 2 prochains numéros, adressez nous votre carte de visite
122, rue Réaumur 75002 Paris - Tél. 508.42.75



SOCIAL

Les <Lip> s'emploient à donner une structure juridique à leurs commissions

Pourtant près de quatre mille montres ont été saisies à l'usine de Palente

Besançon. — C'est au total trois mille huit cent quatre-vingt-six montres qui ont été saisies par la police, la semaine dernière, dans l'ancienne usine Lip (Le Monde du 24 novembre). Deux ouvriers de la garderie de l'usine ont été invités à assister, dans les locaux du commissariat de Besançon, à l'inventaire des cartons emportés lors de la perquisition. Les ouvriers de Palente sont d'habitude plus surpris de cette intervention policière qu'ils avaient l'impression que « les choses avancent ».

De fait, depuis le démarrage de la coopérative des entreprises, leur ont confié des travaux de sous-traitance et ils ont enregistré diverses commandes. De plus, le plan global de relance, déposé fin juillet, qui prévoit le réaménagement progressif des quatre cents « Lip » encore présents à Palente, est, certes, encore à l'étude, mais semble au ministère de l'Industrie suffisamment crédible pour avoir incité les mutuelles de l'éducation nationale à s'engager pour 8 millions de francs dans le capital, dont la coopérative a besoin.

De notre correspondant
d'accueil et de documentation, la garderie d'enfants, l'atelier d'imprimerie, la réparation de petit matériel mécanique et médical, la bourse aux vêtements, la création de jeux socio-éducatifs, le salon de coiffure, la réparation automobile, le groupement d'achat, le restaurant, l'audio-visuel, la formation, pourraient constituer de petites unités dotées d'un statut propre, et continuellement toutes à fonctionner dans les locaux de Palente, où la ville de Besançon, si elle en devenait propriétaire, pourrait, pour sa part, installer d'autres entreprises.

Des pas vers la légalité
Le dossier présenté le 19 octobre au ministère du Travail en vue d'obtenir les aides prévues pour la création d'emplois d'intérêt collectif (70 % du SMIC par salarié pendant un an) pour les commissions, ainsi que les aides, aurait été, dit-on à Palente, accueilli avec un certain intérêt. Il serait surprenant que de son côté, le conseil régional de Franche-Comté, dont le président, M. Edgar Faure, est de ceux qui ont milité pour une intervention publique avec la création d'emplois de caractère social non pro-

ductifs, refuse sa participation à une action qui paraît répondre à l'esprit des textes et qui maintiendrait les quatre cents « Lip » dans un lieu unique, en attendant que la coopérative les ait tous embauchés.
... demeurant, il faut rappeler qu'en dehors de la coopérative, les anciens ouvriers de Lip ont fait plusieurs pas vers la légalité en constituant des sociétés civiles, « Les études industrielles de Palente », qui ont signé des contrats avec l'Algérie et trois associations de type loi 1901 : « Les Amis de Lip », la « 4 M » (matériel médical et micromécanique), et tout récemment « le Ciel » (collectif de liaison d'étude et de formation), qui vient de faire entrer Louis « Lip » à l'université de Paris-I pour y préparer des diplômes de conseiller de travail et d'administration économique et sociale.
Parmi les commissions, la bourse aux vêtements et l'imprimerie devraient, avant même que les aides à la création d'emplois soient accordées, être constituées prochainement en S.A.R.L. coopératives. « Nous voulons créer des activités et des entreprises, dit un ouvrier. Pourtant, à notre priorité de bâtir, on répond par une volonté de punir ».

CLAUDE FABERT.

POINT DE VUE

Quel dialogue Français-immigrés ?

Du 19 au 26 novembre, le secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs immigrés a organisé une semaine de dialogue destinée à favoriser le rapprochement entre Français et immigrés. Par cette initiative, M. Stoïev a voulu, pendant une période restreinte, organiser une information et une animation au niveau national sur la présence de 4 millions d'immigrés en France, créer les conditions d'une meilleure compréhension entre les uns et les autres. Telles étaient tout au moins les intentions annoncées dans les documents diffusés pour l'organisation de cette semaine.
Quelle crédibilité peuvent avoir de telles affirmations pour les immigrés ? Elles viennent d'un gouvernement dont la politique se traduit quotidiennement par une répression de plus en plus lourde.

par GÉRARD DESBOIS et MANUEL DIAS. (*)
Le dialogue ne peut être qu'une tentative hypocrite de cacher la réalité politique qui s'abat sur les travailleurs immigrés. Les retouchements de travailleurs immigrés en France depuis de nombreuses années se multiplient. Des jeunes immigrés qui ont toujours vécu ici, dans toute la famille, réintégré en France, sont expulsés dans un pays d'origine qu'ils ne connaissent pas. Les résidents des foyers sont contraints de subir des augmentations de loyers, des règlements intérieurs contraignants ou, s'ils s'organisent pour résister, sont expulsés.

d'hum entre Français et immigrés est celui de la solidarité entre travailleurs contre le chômage, la répression, la racisme et pour la reconnaissance de l'égalité des droits. Ce dialogue existe dans les entreprises et les quartiers, au sein des organisations syndicales et des organisations de solidarité, mais il est certes encore à améliorer. Il suppose la reconnaissance de l'existence des travailleurs immigrés eux-mêmes et des organisations qu'ils en donnent. Ce dialogue n'est pas l'affaire d'une semaine organisée par le pouvoir, mais un combat de tous les jours contre les divisions.
(*) Respectivement président et membre du bureau national de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (F.A.S.T.I.).

UNE CAMPAGNE NATIONALE DE LA CONFÉDÉRATION DU CADRE DE VIE : « VIVRE MEUX, VIVRE AUTREMENT »

La Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.), qui déclare regrouper quarante mille adhérents, vient d'annoncer, pour 1979, le lancement d'une « campagne nationale revendicative » sur le thème « Vivre mieux, vivre autrement ». Trois « temps forts » sont prévus : de décembre 1978 à mars 1979, la C.S.C.V. va lancer trois enquêtes : la première recensera les anomalies sur les prix, le poids et la qualité du pain ; la deuxième sur le coût de logement, la troisième sur celui de la santé et la généralisation du « tiers-payant ».

De mars à mai-juin 1979, la C.S.C.V. mettra en lumière les répercussions de la réforme de l'orientation scolaire et le sort réservé aux jeunes de quatorze seize ans, en présentant des « dossiers noirs » sur l'insuffi-

ence de cette orientation. De septembre à novembre, la Confédération développera une action d'ensemble, centrée néanmoins sur la rentrée scolaire et les impôts locaux.

La C.S.C.V. entend insister à cette occasion sur « quatre axes revendicatifs essentiels » : « un statut pour tous et un droit au travail utile et responsable » ; « des équipements de quartier et des services publics en nombre et en qualité » ; « la revendication d'un prix possible à l'apposer au soi-disant prix de revient ou prix coûtant » ; « la reconnaissance d'un droit spécifique des travailleurs, usagers et consommateurs ». Cette campagne, indiquent les dirigeants de la C.S.C.V., comprendra des manifestations en coopération avec les syndicats C.G.T. et C.F.D.T.

JAGUAR - ROVER

XJ.6 4.2i XJ.12 2600 - 12 CV : 52.500 F
XJ.S. 12 cyl. 3500 - 20 CV : 69.450 F
Prix clés en main.

WILSON - F. LACOUR
Concessionnaire
PRESENTATION et ESSAIS
116 Rue du Pt-Wilson - 92300 Levallois-Perret 739.92.50

CRÉATEURS D'ENTREPRISES !

Vous hésitez à mettre votre projet à exécution : les frais fixes (bureau, secrétaire) représentent un investissement et un risque souvent importants. La S.E.I.C.A. (Société d'Encouragement de l'Industrie du Commerce et de l'Artisanat) VOUS PERMET DE CRÉER VOTRE ENTREPRISE SANS AUCUN FRAIS D'ÉTABLISSEMENT !

Pour une somme modique (200 F par mois) votre petit secrétariat (réception et réexpédition de votre courrier et des messages téléphoniques) sera assuré, ce qui vous évite d'engager du personnel et de prendre un bureau. La S.E.I.C.A. peut également vous conseiller pour vos formalités de constitution de société.

Pour tous renseignements :
S.E.I.C.A. : 40, rue d'Argout - 75002 PARIS
Tél. : 296-41-12

مركز من الإيجل

SOCIAL LE MONDE IMMOBILIER PARIS

Le nouveau plan de sauvetage de Manufrance

(Suite de la première page.) M. Gadot-Clet a fait observer que les trois administrateurs opposés à son plan n'avaient pas demandé sa démission...

« Nous pensions que les propositions du P.-D.G. sont inacceptables et inapplicables... » « J'avais dit il y a quelques mois que M. Gadot-Clet était un bon P.-D.G. parce qu'il avait un bon plan... »

« Je ne pense pas que l'annonce d'un pareil « dégraissage » soit sans exception... » « Mais que se passera-t-il les jours prochains ?... »

« Mais qui demeure encore essentiel pour la collectivité stéphanoise... » « La Fédération socialiste de la Loire dénonce les manœuvres du gouvernement... »

LA VILLE ACTIONNAIRE PRINCIPAL. Le capital de la société Manufrance (86 millions de francs) est réparti de la façon suivante :

« Le démantèlement, cela veut dire encore dispersion du patrimoine de la société... » « Le conseil d'administration de la société compte six membres... »

M. SANGUEDOLCE, maire (P.C.) de Saint-Etienne ; M. Gadot-Clet n'a pas rempli les objectifs du plan. « M. Gadot-Clet a précisé M. Sanguedolce, maire (P.C.) de Saint-Etienne... »

M. NEUWIRTH, député (I.R.P.) de Saint-Etienne. « La façon la plus hypocrite de mettre à mort le potentiel industriel... »

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (S.O.N.E.D.E.) Alimentation en eau potable du Grand Tunis

LES ACIÉRIES DE PARIS ET D'OUTREAU VONT DEVOIR SUPPRIMER 1 500 EMPLOIS SUR 3 000. Admette le mardi 10 octobre 1978 au régime de l'urgence...

2500 RÉVISABLE, 2000 FD, 90% / 15, CF. 1973, 124 E. Prix moyen du m², Prix moyen du m² terrain et définitif, montant des prêts et durés, prêt de Crédit Foncier, année de livraison et trimestre, Nombre d'app.

5 7650 80% 1978, 5 E. LE MANDARIN - 6 bis, rue de Volence - A deux pos, de la rue Mouffetard. Petit immeuble de très haute qualité...

12 \$ 500 80% 20 LIVRAISON IMMÉDIATE, 38 E. 21, RUE CROZATIER - Un petit ensemble dans une rue large, bordée d'arbres...

« Le Monde Immobilier » est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs. Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

... et un prêt CDE financera votre achat : cde Comptoir des Entrepreneurs 6 rue Volney Paris 2° - Tél.: 260.35.36.

LA DÉRATISATION ÉLECTRONIQUE UN PROCÉDÉ NOUVEAU BASÉ SUR UN PRINCIPE CONNU. Après 6 années d'effort, un inventeur français vient de mettre au point un appareil à ultrasons d'une efficacité remarquable...

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Les divergences entre les Neuf et les États-Unis font suspendre les négociations mondiales sur le blé

La C.E.E. supprime des subventions aux ventes de céréales à l'Amérique latine

Bruxelles (Communauté européenne). — Nouvelle tension à Genève : les négociations menées sous l'égide de la CNUCED (Conférence internationale pour le commerce et le développement) en vue de la conclusion d'un accord international sur le blé ont été suspendues le 24 novembre en raison d'un différend persistant entre la Communauté et les États-Unis. Bien qu'elle soit traitée de manière distincte, cette affaire doit être replacée dans le contexte plus général des négociations commerciales multilatérales (N.C.M.) dites « Tokyo round ».

Comment évolue le volet agricole des N.C.M. ? M. Gundelich, le commissaire européen compétent, lors de la dernière réunion des ministres de l'Agriculture des Neuf le 20 et 21 novembre, ne s'est pas montré disert à ce sujet. Un point cependant ne fait guère de doute : quelle que soit l'enceinte des discussions — conférence sur le blé ou N.C.M. elles-mêmes — les États-Unis poursuivent un double objectif : gêner la politique d'exportation de la C.E.E. et obtenir pour leurs propres produits un meilleur accès au marché des Neuf. Pour les agriculteurs de la C.E.E. l'enjeu est de taille ; il faut d'autant plus regretter

De notre correspondant

que ces négociations se déroulent d'une manière quasi clandestine, sans que les institutions de la Communauté, supposées responsables, y soient pleinement associées.

Il y a quatre volets dans le débat agricole en cours entre les États-Unis et la C.E.E.

● Le futur accord blé. Son but est de parvenir à une meilleure régularisation du marché mondial, grâce à une politique de stockage. Le différend tient en ce que les États-Unis voudraient imposer à la C.E.E. des stocks importants qui entraveraient sa liberté de manœuvre à l'exportation. La querelle porte sur deux points intimement liés : le niveau de stockage et le prix de déclenchement des opérations de stockage. Les États-Unis demandent que la C.E.E. s'engage à stocker jusqu'à 4 millions de tonnes, alors que leur propre engagement porterait sur 5 millions de tonnes. La Communauté ne veut pas aller au-delà de 2,5 millions.

« Le marché que proposent les Américains, dit-on à Bruxelles, est profondément déséquilibré : les États-Unis exportent 30 millions de tonnes par an, la Communauté en moyenne 5 à 6 millions de tonnes, dont 1,5 pour l'aide alimentaire. Les Neuf,

s'ils se retrouvaient avec des quantités aussi importantes de blé engrangées, n'auraient rien à exporter. »

Crainte d'autant plus vive que les États-Unis et surtout la C.E.E. cherchent à imposer un prix de déclenchement des opérations de stockage très élevé : 155 dollars la tonne, alors que la C.E.E. estime que 115/120 dollars suffisent pour stabiliser le marché.

● Actuellement, font valoir les experts de la Commission européenne, le prix mondial se situe autour de 140 dollars par tonne, et le marché se porte bien. La meilleure preuve est que les États-Unis depuis le début de la campagne ont réussi à vendre environ 50 % de leurs quantités disponibles pour l'exportation.

● Les subventions à l'exportation. Les États-Unis, ainsi d'ailleurs que d'autres pays du GATT, demandent à la Communauté de modifier sa politique de subventions à l'exportation des produits agricoles. En juillet, avant le sommet de Bourlémont, la Commission européenne, porte-parole des Neuf, était arrivée avec les Américains et les Japonais à une formulation qui prévoyait une réduction des subventions de 50 % pour les Français. « Nous sommes disposés à mener en pratique une politique d'exportation plus ouverte », mais nous ne voyons aucune raison de contracter des engagements écrits nouveaux », expliquèrent ceux-ci.

À Bruxelles, on se désole de réflexes de méfiance des Français ; les textes n'impliquent, dit-on, aucun engagement, comprise à l'extérieur comme un refus de dialoguer sur ce thème sensible, déclencha des réactions. L'ambassadeur puis le Brésil, appuyés par d'autres pays, déposèrent une plainte au GATT contre les exportations de sucre de la C.E.E. Début novembre, les producteurs américains déposèrent à leur tour une plainte, cette fois auprès de leur propre administration.

Que s'était-il passé ? Au cours des trois dernières années, la Communauté, en raison de récoltes moyennes, en fait de récoltes exportées. Cette année, en revanche, elle dispose d'environ 8 millions de tonnes pour l'exportation et a commencé à coordonner des résistances (subventions) à l'exportation pour « passer » sur le marché des pays tiers. Elle a ainsi vendu quelque 200 000 tonnes au Brésil, ce qui a particulièrement irrité les producteurs d'Amérique latine, inquiets de voir la concurrence s'attaquer à ce qu'ils considèrent comme une chasse gardée. L'administration américaine se retourne vers Bruxelles, laissant entendre que l'affaire pourrait être trahie devant le GATT.

La Commission, pour ne pas envenimer la querelle, vient de s'incliner : depuis le 27 novembre, elle n'accorde plus de résistances opérationnelles (c'est-à-dire permettant de vendre) pour les exportations vers cette zone d'Amérique latine.

● La liste Strauss. Il s'agit d'une liste d'une quinzaine de produits, surtout à méditerranéens (agrumes, jus de fruits, raisin, tabac, riz), pour lesquels les États-Unis réclament avec insistance un meilleur accès au marché des Neuf. On est exactement à la négociation à ce sujet ? On l'ignore, mais on sait, en revanche, que les pressions américaines sont très vives. Dans certains cas, à condition bien sûr d'obtenir des contreparties, il semble que des gestes puissent être faits par la C.E.E. Dans d'autres cas, comme celui du riz, les demandes américaines seraient en cause les mécanismes de la politique agricole commune. Dangereux précédent qu'il vaut mieux éviter.

● Les concessions américaines. La Communauté, qui achète beaucoup plus aux États-Unis qu'elle ne leur vend de produits agricoles, entend obtenir un meilleur accès sur le marché américain pour ses exportations (notamment de fromages, spiritueux, jambons, etc.). L'objectif est d'autant moins facile à atteindre que, pour plus de la moitié de leur production agricole, les États-Unis, en vertu d'une dérogation tout à fait anachronique, se situent hors des règles du GATT (curieusement, la Communauté n'a pas cherché à tirer profit des N.C.M. pour réclamer la suppression et le retour des Américains à la loi commune). Il apparaît en tout cas au stade actuel, c'est-à-dire au moment où s'engage la phase conclusive des N.C.M., que personne dans la C.E.E. ne peut dire avec certitude ce que les États-Unis sont prêts à accorder.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Le déficit commercial des pays de l'Est s'aggrave à nouveau

Genève. — La Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU) insiste, dans une étude qui vient d'être rendue publique, sur l'aggravation du déficit commercial des pays de l'Est à l'égard de leurs partenaires occidentaux. Leur dette envers ces derniers ne cesse également de croître, évaluée par les auteurs de l'étude à un montant se situant entre 37 et 40 milliards de dollars à la fin de 1977 (32 à 35 milliards fin 1976). Selon d'autres estimations, ce montant serait de l'ordre de 45 à 50 milliards. (Le Monde - daté 1^{er} 2 octobre 1978.)

Leur situation de créanciers ne semble pas inquiéter les pays de l'Ouest dont le potentiel d'exportation reste fort et est appuyé par l'octroi de crédits publics et l'ouverture des marchés financiers aux emprunteurs de l'Est. Les emprunts souscrits sur les marchés de capitaux occidentaux ont augmenté pour les pays de l'Est le principal moyen de combler leurs déficits. Selon les experts de la C.E.E.-ONU, l'accroissement de la position nette des banques occidentales vis-à-vis des pays de l'Est a été de 7,2 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de 1978, contre 3,8 milliards de dollars en 1977, 5 milliards de dollars en 1976 et 5,7 milliards de dollars en 1975. Les pays à économie centralisée bénéficient en outre de crédits obtenus auprès de firmes d'exportation occidentales, ainsi qu'en atteste l'existence d'accords intergouvernementaux.

L'étude passe en revue la situation des divers pays de l'Est européen. Pour l'U.R.S.S., le commerce extérieur a été en 1977, sans cesse croissant dans un certain nombre de secteurs. Ainsi les importations de produits alimentaires et de machines restent à la fois le besoin de pallier les insuffisances de la production nationale et celui de moderniser l'industrie, ce qui a contribué à augmenter de façon considérable le déficit soviétique jusqu'en 1975. Il en est résulté un déséquilibre qu'il est parvenu à redresser et une augmentation de la dette envers les pays occidentaux appelant des restrictions qui ont affecté la production industrielle et les investissements. Comme dans le cas de la Pologne, les exportations de l'U.R.S.S. ont enregistré une croissance rapide, son déficit avec l'Ouest est passé de 4,8 milliards de dollars en 1975 à 1,4 milliard de dollars en 1977. Toutefois, durant le premier semestre de 1978, ce déficit s'est élevé à près de 1 milliard de dollars, ce qui traduit un renversement de tendance.

Le déséquilibre commercial a également augmenté, malgré un ralentissement de la croissance, en Pologne et à un moindre degré en Bulgarie et en R.D.A. Le taux d'expansion industrielle est passé en Pologne de 13% en 1975 à 7,5% en 1977 et 6,2% de janvier à juin 1978 ; en Bulgarie, de 14% à 6,8% et 5,9% ; et en R.D.A. de 7,3% à 5,4% et 5,2%. La diminution du taux de croissance de la formation de capital est pour ces trois pays encore plus

De notre correspondante

significative : en Pologne, ce taux est tombé de 23 % en 1975 à 3,3 % en 1977 et -0,2 % de janvier à juin 1978. Pour la Bulgarie, les chiffres correspondants sont 11 %, 6,1 % et environ 4 %. Pour la R.D.A., le chiffre du premier semestre 1978 est également de 2 % environ. Pour ces trois pays, pendant ce même semestre, les importations ont augmenté moins rapidement que les exportations. En dépit de cette tendance au rééquilibre, leur déficit s'est accru et demeure préoccupant, surtout en Pologne.

Des politiques prudentes

En Hongrie, la situation est différente. Le taux d'expansion industrielle est passé de 6,4% en 1974 à 4,6% en 1975 et 1976, 6,5% en 1977 et 6,4% pour le premier semestre de 1978. Les importations, qui avaient diminué de 3,1% en 1976, ont brusquement augmenté de 16% en 1977, mais ce taux est retombé à moins de 9% de janvier à juin 1978. Quant aux exportations, elles ont augmenté de 16% en 1977, mais ce taux est retombé à moins de 9% de janvier à juin 1978. Quant aux exportations, elles ont augmenté de 16% en 1977, mais ce taux est retombé à moins de 9% de janvier à juin 1978. Quant aux exportations, elles ont augmenté de 16% en 1977, mais ce taux est retombé à moins de 9% de janvier à juin 1978.

ne font qu'augmenter, les premières dépassant de loin les secondes en 1976 et 1977, tandis que la tendance inverse apparaît cette année. Le déficit du commerce tchécoslovaque avec l'Occident est qualifié par l'étude de « modéré ».

En Roumanie, enfin, les exportations et les importations augmentent rapidement et au même rythme. Toutefois, selon des évaluations fondées sur les chiffres des six premiers mois de 1978, le déficit du commerce roumain avec l'Ouest s'élevait pour cette année à 500 millions de dollars, alors qu'il n'avait précédemment jamais dépassé le chiffre de 400 millions.

Cependant, les auteurs de l'étude considèrent que les pays de l'Est ont pratiqué, aussi bien en 1977 qu'en début de cette année, des politiques prudentes destinées à « redresser le déséquilibre de leurs échanges avec les pays de l'Ouest et à résoudre leurs problèmes internes », ce qui n'a pas empêché, au cours du premier semestre 1978, une aggravation globale de leur déficit : 5,5 milliards de dollars — en taux annuel — de janvier à juin, contre 3,9 milliards en 1977 (10 milliards de dollars en 1975). Quant aux perspectives pour le deuxième semestre, étant donné la complexité et la quantité de problèmes auxquels sont confrontés les responsables des pays de l'Est, elles demeurent « incertaines ».

ISABELLE VICHNIAC.

Comment payer moins d'impôt en achetant des actions françaises avant le 31 décembre 78?

SERVICE 5000 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Oui, on peut rentrer détendu d'un voyage d'affaires à Paris.



Hotel Club Méditerranée à Neuilly. Le plus vert des 4 étoiles Parisiens.

58, bd Victor Hugo - 92200 Neuilly - Tél. 758.11.00 - Téléc. : Medhotel : 61 09 71

Pour obtenir la bonne réponse à ces questions, adressez-vous à l'agence Société Générale la plus proche, ou envoyez ce coupon à :

Société Générale, Service 5000 - 58, Bd Haussmann 75009 Paris

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Téléphone _____

SERVICE 5000 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

PARIS STOCKHOLM NON STOP SUR DC 9 CHAQUE JOUR AVEC SAS 742.06.14

PARIS 14115-STOCKHOLM 16h35

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT



OFFICE NATIONAL DU MATÉRIEL HYDRAULIQUE - O.N.A.M.H.Y.D.

Avis d'appel d'offres international

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de l'acquisition et du montage de trois (3) usines en verre destinées à la multiplication et à l'élevage des plantes lors de plantes d'appareillement et des plantes grasses.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges sous la somme de 200 D.A. auprès de l'O.N.A.M.H.Y.D. IMMEUBLE SETYVAL - KOUBA - ALGERE.

Les offres doivent parvenir à l'adresse ci-dessus indiquée dans un délai de 21 jours à dater de la parution du présent Avis d'Offres sous double enveloppe scellée et portant la mention « Appel d'Offres International, numéro 10.143 ». A ne pas ouvrir.

Les soumissionnaires recevront leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours.

Comment vous informer sur la déduction fiscale prévue par la loi Monory?

SERVICE 5000 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

C.F.E. - IMPORTANT ! N'oubliez pas de noter : 7 et 8 décembre

PALAIS DES CONGRÈS - VERSAILLES

Les Journées d'Etudes sur le chauffage et la climatisation des locaux sont chaque année une occasion attendue de rencontre entre les professionnels du bâtiment et les partenaires, à des titres divers, au chauffage par l'électricité, permettant à tous de confronter leurs expériences et de s'informer des perspectives d'avenir.

Cette année, les DC^m Journées d'Etudes porteront notamment sur les thèmes suivants :

- Actualité et perspectives énergétiques.
- Le choix de chauffage par l'électricité dans les locaux existants.
- Le point de chauffage électrique intégré dans les locaux existants.

INSCRIVEZ-VOUS DIRECTEMENT SANS PLUS TARDE AU :

COMITÉ FRANÇAIS D'ELECTROTHERMIE
79, rue de Valenciennes, 75008 PARIS - Tél. : 522-61-69, 387-52-28.
En cas de difficulté, les inscriptions tardives pourront être prises sur place dès le Jeudi 7 Décembre à 9 heures.

مركز من الإصل

France signe la part des tarifs douaniers

EN GRANDE

L'exécutive du système

inflation s'aggrave

BOURSAULT

Mini

TREIZE ANS APRÈS SON ENTRÉE EN VIGUEUR

La France signe la partie quatre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)

Genève (A.F.P., Reuter). — La France a annoncé, le 27 novembre, qu'elle acceptait la partie quatre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), selon laquelle les pays en développement bénéficiant d'avantages tarifaires ne sont pas tenus à une pleine réciprocité. La déclaration française a été faite à l'occasion de la première journée de la session annuelle des parties contractantes du GATT.

EN GRANDE-BRETAGNE

L'exécutif du parti travailliste demande un vote libre des Communes sur le système monétaire européen

De notre correspondant

Londres. — M. Lynch, premier ministre d'Irlande, a confirmé, lundi 27 novembre, à M. Callaghan que le gouvernement de Dublin entendait entrer, dès sa création, dans le système monétaire européen (S.M.E.), quelle que soit la décision définitive du gouvernement britannique à cet égard.

M. Callaghan l'aurait assuré de son appui pour obtenir un mandat supérieur à la demande initiale de 650 millions de livres, établie sur une période de cinq ans, si la Grande-Bretagne décidait de rester en dehors du S.M.E. Cette somme, qui représente 2 % du P.N.B. irlandais, avait été établie dans l'hypothèse d'une entrée à part entière de la Grande-Bretagne — qui absorbe 47 % des exportations irlandaises — dans le S.M.E.

Au cours des entretiens avec M. Callaghan, M. Lynch a indiqué que, à la différence de la Grande-Bretagne, l'Irlande devrait entrer dès le début dans le S.M.E. pour éviter des difficultés ultérieures. Il a aussi souligné que la réforme de la politique agricole commune, dont l'Irlande est l'un des premiers bénéficiaires, ne devrait pas être négociée dans le cadre des discussions sur le S.M.E.

L'esprit prévaut dans les milieux irlandais de Londres que la Grande-Bretagne et l'Irlande participeront très tôt au S.M.E., évitant ainsi les complications de la rupture du lien existant de solidarité entre les livres anglaise et irlandaise. Dans le cas où l'Irlande seule adhérerait au S.M.E., on prévoit que le livre irlandais augmenterait de 10 % par rapport au sterling, ce qui encouragerait la spéculation, obligeant alors le gouvernement britannique à établir un strict contrôle des changes. Les deux gouvernements ont prévu des plans d'urgence pour limiter au maximum la spéculation, et notamment les bénéfices excessifs des détenteurs britanniques des 500 millions de livres investis en Irlande.

Cependant, dans la soirée de lundi, les travaillistes anti-européens ont comme prévu, lancé leur offensive au sein des commissions de l'exécutif national du parti contre l'adhésion britannique au S.M.E. La motion, votée à l'issue d'un débat animé, qui a été marqué par une vive altercation entre le chancelier de l'Échiquier, M. Healey, et M. Skinner, député de Bolsover (Derbyshire), recommande au gouvernement d'opposer son veto, au moment approprié, à toute décision de la Communauté visant à mettre en vigueur un système affectant les intérêts vitaux de la Grande-Bretagne et engageant sur la voie d'une fédération européenne, contraire à la politique officielle du Labour.

La motion demande aussi qu'aucun engagement ne soit pris par le gouvernement qui pourrait préjudicier des droits du Parlement britannique à discuter des propositions faites par le conseil européen. La motion suggère que les ministres puissent présenter à un « vote libre » des Communes sur le sujet, mais cette formule sera sûrement repoussée par M. Callaghan, au nom du principe de la responsabilité collective du cabinet.

La discussion sur le S.M.E. reprend, ce mardi 28 novembre, au sein du groupe parlementaire travailliste, où les pro-européens sont plus nombreux qu'au sein de l'exécutif. En tout état de cause, dit-on à Downing Street, ces discussions n'affecteront pas la décision du gouvernement.

HENRI PIERRE.

L'inflation s'aggrave aux États-Unis

(Suite de la première page.)

Le plan de M. Carter prend dans un mauvais départ d'autant plus que le niveau de vie des salaires n'a pas suivi le rythme de l'inflation, en accélération des derniers mois. Les chiffres publiés mardi par le ministère du travail, font apparaître que la moyenne des revenus ouvriers s'est abaissée en termes réels — de 0,1 % pour le troisième mois consécutif, et de 3,6 % depuis un an. Dans ces conditions, à la veille des négociations pour le renouvellement des conventions collectives dans de grands secteurs industriels, il serait hasardeux d'escompter que les syndicats limiteront les demandes d'augmentation de salaires à 7 % par an, comme le demandait M. Carter. Déjà, M. Kahn a dû concéder qu'un assouplissement est envisagé dans ce domaine.

Rien n'indique pourtant que des correctifs dissipent le scepticisme ou l'hostilité manifestée dans de nombreux milieux à l'égard du plan de M. Carter. M. Many, président de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. n'a pour sa part, toujours pas désarmé

et continue de réclamer un contrôle autoritaire des salaires et des prix. M. Carter y est toujours hostile, sans en cas de « crise grave ». A la différence de M. Nixon au début de cette décennie, il aurait d'ailleurs besoin, pour ce faire, de l'approbation du Congrès, ce qui paraît pour le moins hypothétique dans l'avenir prévisible.

MICHEL TATU.

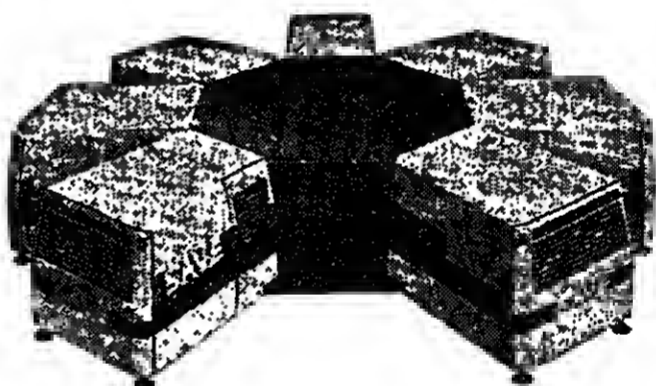
Le commerce bilatéral entre la Tchétchénie et l'Albanie est en passe de se développer, estime le 28 novembre, le quotidien Rads Pravo. L'organe du parti communiste tchécoslovaque souligne que, « au cours des jours prochains, la Tchétchénie et l'Albanie vont procéder à une mise en place d'un accord dans leurs échanges commerciaux d'ici 1980 ». Selon cet article, le volume des échanges a représenté 32,5 millions de roubles en 1977. La Tchétchénie a exporté des biens industriels (camions, produits chimiques) et importé des minerais, du cuivre, de l'asphalte, des produits textiles et agricoles. — (A.F.P.)

Une chambre de commerce française en Afrique du Sud a été créée le 28 novembre à Johannesburg, pour promouvoir les échanges entre les deux pays, annonce-t-on officiellement. Cette initiative, à laquelle la plupart des sociétés françaises opérant en Afrique du Sud ont donné leur accord, est purement privée, même si elle dispose du soutien de l'ambassade de France à Pretoria. La création de cette chambre de commerce intervient à un moment où le commerce franco-sud-africain, tout en s'accroissant, est de plus en plus favorable à l'Afrique du Sud. — (A.F.P.)



Avant de pouvoir lancer sur le marché le conteneur SAVE, beaucoup d'idées furent étudiées. Le SAVE (initiales allemandes pour « Premiers soins médicaux d'urgence ») est un système de secours — comme le montre le croquis — pour les années 80. Le conteneur en matière synthétique et le véhicule transporteur forment un tout. Le conteneur est facile à transporter, même en terrain accidenté. Il peut être équipé d'appareils médicaux — comme le montre le croquis — et transformé ainsi en clinique de premiers secours. Par exemple, à l'occasion de catastrophes. Dès le début, Bayer a participé à l'élaboration de ce système de secours lancé par Porsche — avec l'aide du Ministère Fédéral Allemand pour la Recherche et la Technologie.

Un partenaire plein d'idées



Plus de 100.000 brevets et licences ont été déposés par la Société. Environ 6.000 produits — matières synthétiques, produits phytosanitaires, médicaments, colorants, fibres textiles et produits chimiques de base — sont commercialisés sous la marque Bayer.

La recherche scientifique coûte cher — très cher. En 1977, Bayer y a consacré 927 millions de marks. Entre autres, pour pouvoir créer le conteneur SAVE.

Bayer aujourd'hui — le savoir de demain

Caractéristiques financières

- 1978: ● Pour le premier semestre, l'évolution du chiffre d'affaires a été variable d'un département à l'autre, et particulièrement satisfaisante dans les spécialités Bayer. Chiffre d'affaires de Bayer dans le monde: 11.704 millions de DM. Evolution favorable des filiales à l'étranger — en particulier en Amérique. Bénéfice avant impôts de Bayer dans le monde: 556 millions de DM. Chiffre d'affaires de Bayer AG: 5.198 millions de DM. Bénéfice avant impôts: 380 millions de DM. 1977: ● Pour l'industrie chimique, une année de faible croissance. Un faible taux

- d'utilisation des capacités, une concurrence internationale plus vive, une constante guerre des prix et des frais plus élevés ont caractérisé la situation. Avec une activité fortement exportatrice, Bayer a souffert de la stagnation conjoncturelle et de la permanente réévaluation du DM dans beaucoup de pays acheteurs importants. ● Chiffre d'affaires de Bayer dans le monde: 21.392 millions de DM. Part de la production des filiales à l'étranger et des exportations: 68%. Chiffre d'affaires de Bayer AG: 9.931 millions de DM. Part des exportations: 57,5%.

- Investissements de Bayer dans le monde: 1.889 millions de DM. Dont 1.414 millions de DM en Allemagne Fédérale. ● Dépenses consacrées à la recherche scientifique dans le monde: 927 millions de DM. ● Bénéfice après impôts (excédent d'exercice) de Bayer dans le monde: 340 millions de DM, dont Bayer AG: 316 millions de DM. ● Dividende pour 1977: 6,- DM par action de valeur nominale de 50,- DM. Bénéfices distribués: 256 millions de DM répartis entre environ 420.000 actionnaires.

Si vous souhaitez en savoir plus sur Bayer, veuillez vous adresser à Bayer AG, Vorstandsstab Öffentlichkeitsarbeit, 5090 Leverkusen ou à Bayer France, Relations Publiques, 49-51, quai National, F-92808 Puteaux Cedex, Tél: 7764130.

Bayer Aktiengesellschaft Leverkusen



BOURSAULT Mini MINI 850-17.550 F 11, rue Boursault PARIS 17e Tel: 293.65.65

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 28 NOVEMBRE

Timide amélioration Une légère, très légère amélioration s'est produite mardi à la Bourse de Paris. Les valeurs françaises ont certes reculé très légèrement dans l'ensemble, mais l'indicateur instantané, qui avait baissé de 0,5 % lundi, a terminé cette séance en progrès de 0,15 % environ.

Les opérateurs demeurent très sélectifs dans leurs acquisitions. Ainsi la seule valeur dont la cotation ait été retardée en raison de l'absence de titres est l'Industrie de la Papier (Wendel + 5%) qui avait subi un compartiment le plus mal en point de la cote à la veille.

Cela est, les meilleures performances de la séance ont été réalisées par Fraternité (+ 6%), Sagem et Générale de Fonderie (+ 3,5 %). A l'inverse, Béatificat de Normandie et Bodi ont subi les plus lourdes pertes (- 6 %).

Sur le marché de For, le lingot a cédé 495 francs à 28 500 francs tandis que le napoleon est resté stationné à 260 francs. Le volume des transactions est resté peu important à 7,08 millions de francs contre 8,19 millions la veille.

COURS DU DOLLAR A TOKYO 1 dollar (en yen) ... 28 11 167 84

LONDRES

L'investissement croissant à la hausse et les industriels perdant de 2 à 3 points dans un marché très calme. Bénéficiaires des pétroles et des mines d'or. Seuls les fonds d'investissement restent bien disposés.

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks like British Petroleum, Shell, etc.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SOFINOR - Le bénéfice d'exploitation au 30 septembre s'élevait à 6,03 milliards de francs contre 5,99 milliards de francs en septembre 1977.

JACOQUES BOREL INTERNATIONAL - Le chiffre d'affaires de ce mois marque une progression de 12 % à 1,385 milliards de francs.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE Effets privés ... 5,5 %

NEW-YORK

Après plusieurs jours de hausse modérée, une assés forte recrudescence des cours s'est produite mardi à Wall Street et l'indice des Industriels a reperdu 0,70 point à 264,14 dans un marché peu plus actif, 25,8 millions de titres ont été échangés contre 19,90 millions la veille.

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks like IBM, General Electric, etc.

INDICES QUOTIDIENS

INDICE (BASE 100: 30 oct. 1977) 28 nov. 28 nov. Valeurs nationales ... 136,6 136,3 Valeurs étrangères ... 100,9 100,9 C° DES AGENTS DE CHANGE (BASE 100: 28 oct. 1961) Indice général ... 86,5 86,5

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks like Air France, Renault, etc.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks like Alcatel, Bouygues, etc.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks like Elf, Suez, etc.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks like Peugeot, Renault, etc.

BOURSE DE PARIS - 28 NOVEMBRE - COMPTANT

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various stocks like Air France, Renault, etc.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various futures contracts like oil, gold, etc.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists gold prices for various regions.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists gold prices for various regions.

AMÉLIORATIONS RAPIDES

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. DEES — FEMMES.
- 3. ETRANGER — M. François-Poncet aux affaires étrangères : une promotion pour le « Qui ? »
- 4. PROCHE-ORIENT
- 5. AFRIQUE
- 6. ASIE
- 6-7. AMERIQUES
- 8. EUROPE
- 9 à 11. POLITIQUE — La révision du VII^e Plan à l'Assemblée nationale. — La conférence de presse de M. Raymond Barre.
- 12-13. SOCIÉTÉ JUSTICE
- 13. SPORTS
- 14-15. EDUCATION — Des instituteurs pour le troisième millénaire (11), par Charles Viel.
- 15. SCIENCES — M. Giscard d'Estaing confie à trois savants une mission d'étude sur la révolution bi-industrielle.
- 16. RELIGION — Le dialogue entre les musulmans, les chrétiens et les juifs.
- 16. AERONAUTIQUE

LE MONDE DES ARTS, ET DES SPECTACLES

Pages 17 à 25

EXPOSITIONS : Au Palais de Tokyo, L'empire de Vénus, par André Perrotin; Chèvres en quête d'auteur, par André Chastel; La carte postale aux A. V. P., par Geneviève Escarotte.

CINÉMA : Sur deux films d'Emilio Antonio, par Louis Mouchel; un entretien avec le réalisateur; La longue marche de Joris Ivens (I). Où l'on croit encore à la révolution mondiale immédiate, par Claire Desvarieux.

THEATRE : « Gaspé » et Jean-Marie Faïta, par Michel Cournot; « La Sentinelle aveugle », de Robert Hossein.

32. EQUIPEMENT 33 à 36. ECONOMIE

— Le quarantième congrès de la C.G.T.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25)

Annouces classées (27 à 29); Aujourd'hui (30); Carnet (31); Journal officiel (32); Météorologie (33); Mots croisés (32); Bourse (33).

FABRICANT - VENTE DIRECTE

COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE

Garantie 25 ans à l'usage domestique

FRANOR 70 R. AMELOT 75011 PARIS

TÉL. 700.87.94 - M^o S^o Sébastien

En Décembre ouvert le samedi



Piano center

vous offre la location-test Piano bail EN CAS D'ACHAT

récompense totale des versements (caution, transport, location)

PARIS, BRUXELLES - Paris-Sud 122.024, r. de Paris, 92000 MONTREUIL - Tél. 657.28.20

A B C D E F G

Pour la Commission de la C.E.E.

LES NÉGOCIATIONS SUR L'ADHÉSION DE L'ESPAGNE DEVRONT ÊTRE MENÉES AVEC PRUDENCE

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — C'est, comme on pouvait s'y attendre, un avis favorable à l'adhésion de l'Espagne que la Commission européenne transmet, ce mercredi 29 novembre, aux gouvernements membres. Elle s'y prononce pour l'ouverture rapide de négociations. Il ressort, toutefois, de l'analyse très fouillée faite par les services bruxellois que l'opération ainsi projetée comporte, au point de vue de l'adhésion de l'Espagne, des risques nombreux, et devra donc pour réussir être menée avec prudence. Les dangers que recèle l'élargissement sont plus particulièrement sérieux dans quelques secteurs et quelques régions. En fait, ils menacent d'abord la France et l'Italie que les pays septentrionaux de la C.E.E.

Pour éviter des déboires, la Commission propose le maintien, durant la période de transition qui pourrait atteindre dix ans, des mesures d'encadrement en particulier la possibilité d'appliquer une clause de sauvegarde générale. Afin d'éviter que la perspective de l'adhésion ne suscite des excès d'investissement entre-Français et de façon plus générale, une évolution de la politique économique peu compatible avec une intégration à la C.E.E. la Commission propose que s'instaurent, dès maintenant, entre l'Espagne et la Communauté, une concertation active, laquelle devrait « ouvrir » les relations tant industrielles qu'agricoles. — P. L.

● L'association Partage avec les enfants du tiers-monde, qui a pris en charge quatre cent cinquante enfants au Liban, pour la plupart orphelins de père et vivant avec leur mère sans ressources, lance un appel. Elle recherche des parrains pour cent enfants au Liban (dont qu'un Bangladesh) et recueille des dons. L'association n'a aucune appartenance politique ou religieuse. C.C.P. 35 280 20 V Centre La Source, 1, rue du Général-Dabney 90200 Compiègne.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Nomination de neuf préfets

Le conseil des ministres du mercredi 29 novembre a approuvé le mouvement préfectoral suivant:

NOUVELLE-CALÉDONIE : M. Charbonnaud.

M. Claude Charbonnaud, préfet des Hauts-de-Seine, est nommé haut commissaire de la République dans l'Océan Pacifique et aux Nouvelles-Calédonies en remplacement de M. Jean-Gabriel Erlan nommé préfet hors cadres.

HAUTS-DE-SEINE : M. Jean Terrade.

M. Jean Terrade, préfet de la Haute-Saône, est remplacé par M. Charbonnaud.

LOIRE : M. Georges Badant.

M. Georges Badant, préfet des Côtes-du-Nord, est nommé préfet de la Loire, en remplacement de M. Terrade.

CÔTES-DU-NORD : M. Jean-Pierre Foulquière.

M. Jean-Pierre Foulquière, préfet du Cantal, est nommé préfet des Côtes-du-Nord en remplacement de M. Badant.

CANTAL : M. Louis Veaux.

M. Louis Veaux, directeur des équipements collectifs à la pré-

● M. Claude Lemoine, directeur général de F.B. 3, a été élu président de la Communauté des télévisions francophones, au terme des travaux de la trentième session de cet organisme, qui s'est tenue, du 21 au 23 novembre, à Québec.

● Le récital que le pianiste Aldo Ciccolini devait donner, mercredi 29 novembre, à la salle Pleyel, est annulé. L'artiste étant souffrant. Il est reporté au 12 janvier 1979. Les places vendues seront échangées ou validées aux guichets de la salle pour le concert du 12 janvier.

● M. Olivier Guichard, député R.P.R., maire de La Baule (Loire-Atlantique), s'est affirmé dès « par son expérience de président du conseil régional des pays de la Loire », fonctions qu'il exerce depuis 1974. Interrogé sur l'opportunité de la décision de M. Pierre-

LE P.R. VEUT DONNER LE GOUT DU SPORT AUX ENFANTS

Le Conseil national du sport du parti républicain (P.R.) entend profiter de ce que 1979 sera « l'année de l'enfant » pour mener une campagne de sensibilisation et d'information en faveur du sport. L'ancienne championne de ski Annie Farnose a été élue, mardi 28 novembre, les grandes lignes de ce programme qui « suivra le rythme des saisons ».

En hiver, les efforts porteront sur le secteur scolaire avec notamment l'aide de champions de renom qui feront de la promotion auprès des écoles et lycées. « Sport pour tous » sera le thème du printemps avec organisation de manifestations de masse, une Journée nationale du sport et l'entrée libre sur les stades. Les vacances en été permettront de souligner l'importance du sport dans les loisirs par l'organisation de jeux de concours et le passage dans les principaux centres de vacances d'une semaine « Jeunesse et sport ». Enfin, en automne, l'action tendra à toucher les « martyrs du sport » dans les milieux les plus défavorisés avec du matériel itinérant et, là encore, le concours de champions.

Le Conseil national du sport du P.R. est présidé par le Dr Robert Etienne, député de Seine-et-Marne, et il regroupe un certain nombre d'anciens athlètes et de dirigeants sportifs.

La législation sur la presse

M. ROBERT HERSANT CONVOCUÉ AU PALAIS DE JUSTICE

Devant le congrès de la C.G.T. réuni à Grenoble, M. Gérard Gatinot, secrétaire général du Syndicat des Journalistes C.G.T., a annoncé mardi que M. Robert Hersant, propriétaire du « Figaro », était convoqué ce mercredi 29 novembre, à 16 heures, chez le juge d'instruction, M. Gatinot. Ce dernier devrait, selon M. Gatinot, « lui signifier son inculpation pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1964 », relative à la propriété des journaux.

L'arrestation de M. Hersant est confirmée par les avocats de la presse civile, les syndicats de journalistes qui se sont constitués partie civile.

SAINTE-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON S'ASSOCIERAIT A UN FABRICANT AMERICAIN DE COMPOSANTS ELECTRONIQUES

Le groupe Saint-Gobain-Pont-A-Mousson et le fabricant américain de composants électroniques, National Semi-Conductor (N.S.C.) pourraient signer, au cours des prochains jours, un important accord de coopération dans le domaine des circuits intégrés. Une société commune, dans laquelle Saint-Gobain-Pont-A-Mousson détiendrait 51 %, serait constituée. Elle aurait pour mission essentielle de construire une usine de circuits MOS en France, à partir de la technologie de National Semi-Conductor. Les grandes lignes de l'opération seraient arrêtées, les modalités financières et l'aide de l'Etat restant à définir.

NOUVELLES BRÈVES

Sudreau, député app. U.D.F., qui avait annoncé son intention de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat de président du conseil régional du Centre (le Monde du 26 septembre) avait révisé sa décision. Il a ajouté : « La plus grande majorité des présidents des conseils régionaux partageant son sentiment d'être mal traités par l'Etat ».

Après l'annulation par le Conseil d'Etat de la circulaire du 5 juillet 1974 suspendant l'immigration (le Monde daté 26-27 novembre), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples demande « dans les meilleurs délais » un débat « approfondi » au Parlement. Soulignant que M. Lionel Stoléru « fait savoir qu'il ne cessera pas d'expliquer les dispositions condamnées », le M.R.A.P. déclare que « les arrêtés successifs du Conseil d'Etat mettent l'accent sur la tendance du gouvernement à substituer à la loi un arsenal de décrets, circulaires, directives, formalités plus ou moins confidentielles qui sont autant d'atteintes au fonctionnement normal de la démocratie ». Un tel processus, selon le M.R.A.P., risque de s'étendre un jour à d'autres catégories de population.

● La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a condamné, lundi 27 novembre, à 2500 F d'amende, M. André Laloue, directeur de la publication du journal l'Humanité. Le quotidien communiste avait mis en cause, en février 1976, M. Roland Nungesser (R.P.R.), député du Val-de-Marne, à propos de l'aménagement d'un parc de loisirs sur l'emplacement d'un ancien hippodrome du Tremblay (le Monde du 18 novembre 1977).

L'Arcade Chaumet

Des bijoux et des objets d'art de notre temps.

Chaumet c'est un univers

CHAUMET • L'ARCADE • LES TEMPORELLES

12 place Vendôme Paris Tél. 260.32.82



Elegante pochette cuir et crocodile 650 F

LA GRANDE MAROQUINERIE DE PARIS

RIVES 156, rue de Rivoli

Le numéro du « Monde » daté 29 novembre 1978 a été tiré à 508 496 exemplaires.

Beylerian habille l'homme d'aujourd'hui

COSTUMES CHEMISES SPORTSWEAR

A Versailles, Party 2, Vélizy 2, Rosny 2, Créteil "Soleil", Rouen-Barentin et Rouen-Saint-Sever.

mon premier est **UNE CALCULATRICE**
mon deuxième est **UNE MONTRE**
mon troisième est **UN REVEIL...**


mon tout est une **CASIO** CQ-81

offrez-la en cadeau!

20 AUTRES MODELES

- simples
- scientifiques
- corrigibles
- chronomètres
- montres

Importateur exclusif NOBLET-PARIS



2530 F 6280 F 15000 F

« Je suis content du choix que je propose, à partir du moment où je vois un client hésiter entre 300 alliances diamants »

MP Paris 8, place de la Madeleine 138, rue La Fayette 86, rue de Rivoli Colombes 65, rue Saint-Denis

Le Directeur *Hersant*

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

« CREDIT DIAMANT » 6 MOIS sans frais après acceptation du dossier et cooptant légal

مركز ابن ابي عمير